

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/2548
26 février 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : DIVERS

Dix-septième session
Point 15 b) de l'ordre du jour provisoire

ESCLAVAGE

(Rapport complémentaire présenté par le Secrétaire général)

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter au Conseil économique et social un rapport complémentaire sur l'esclavage, établi en exécution de la résolution 475 (XV).

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Introduction	7
PREMIERE PARTIE	
A. MESURES PRISES EN EXECUTION DES PARAGRAPHER 1, 2 ET 3 DU DISPOSITIF	8
B. MESURES PRISES EN EXECUTION DU PARAGRAPHE 4 DU DISPOSITIF	9
C. MESURES PRISES EN EXECUTION DES PARAGRAPHER 6, 7 ET 8 DU DISPOSITIF	9
DEUXIEME PARTIE	
RASSEMBLEMENT DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUE AU SECRETAIRE GENERAL CONFORMEMENT AUX PARAGRAPHER 6, 7 ET 8 DE LA RESOLUTION 475 (XV) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	11
<u>Chapitre</u>	<u>Etat ou territoire</u>
I. ETATS MEMBRES	
1. Afghanistan	12
2. Argentine	13
3. Australie	13
4. Belgique	14
5. Bolivie	15
6. Brésil	15
7. Birmanie	15
8. R.S.S. de Biélorussie	16
9. Canada	16
10. Chili	16
11. Chine	17
12. Colombie	20
13. Costa-Rica	21
14. Cuba	21
15. Tchécoslovaquie	25
16. Danemark	26
17. République Dominicaine	26
18. Equateur	26

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Chapitre</u>	<u>Etat ou territoire</u>	<u>Pages</u>
I.	ETATS MEMBRES (<u>suite</u>)		
19.	Egypte	31	
20.	Salvador	31	
21.	Ethiopie	32	
22.	France	33	
	Maroc	36	
23.	Grèce	36	
24.	Guatemala	45	
25.	Haïti	45	
26.	Honduras	47	
27.	Islande	47	
28.	Inde	48	
	Bombay	48	
	Coorg	53	
	Madhya Bharat	53	
	Madras	54	
	Orissa	55	
	Pendjad	56	
	Ussar Pradesh	58	
	Bengale occidental	59	
29.	Indonésie	63	
30.	Iran	63	
31.	Irak	63	
32.	Israël	65	
33.	Liban	67	
34.	Libéria	67	
35.	Luxembourg	68	
36.	Mexique	68	
37.	Pays-Bas	68	
38.	Nouvelle-Zélande	70	

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Etat ou territoire</u>	<u>Pages</u>
I. ETATS MEMBRES (<u>suite</u>)		
39.	Nicaragua	70
40.	Norvège	71
41.	Pakistan	71
42.	Panama	71
43.	Paraguay	71
44.	Pérou	71
45.	Philippines	72
46.	Pologne	72
47.	Arabie saoudite	72
48.	Suède	74
49.	Syrie	75
50.	Thaïlande	76
51.	Turquie	77
52.	République socialiste soviétique d'Ukraine	77
53.	Union sud-africaine	77
	Sud-Ouest africain	77
54.	Union des Républiques socialistes soviétiques	77
55.	Royaume-Uni	78
	Rhodésie du Sud	82
	Souaziland	82
56.	Etats-Unis d'Amérique	82
57.	Uruguay	84
58.	Venezuela	84
59.	Yémen	88
60.	Yougoslavie	89

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Chapitre</u>	<u>Etat ou territoire</u>	<u>Pages</u>
II.	ETATS NON MEMBRES		
61.		Albanie	90
62.		Autriche	90
63.		Andorre	90
64.		Bulgarie	91
65.		Cambodge	91
66.		Ceylan	92
67.		Finlande	92
68.		République fédérale d'Allemagne	92
69.		Royaume hachémite de Jordanie	93
70.		Hongrie	93
71.		Irlande	93
72.		Italie	94
73.		Japon	94
74.		République de Corée	97
75.		Liechtenstein	97
76.		Laos	97
77.		Libye	97
78.		Monaco	97
79.		Sultanat de Muscat et d'Oman	98
80.		Népal	98
81.		Portugal	98
82.		Etats du golfe Persique	98
83.		Roumanie	100
84.		San-Marino	100
85.		Espagne	100
86.		Soudan	100
87.		Suisse	101
88.		Trieste	101
89.		Vietnam	101

ESCLAVAGE

Rapport complémentaire établi par le Secrétaire général en exécution du paragraphe 8 du dispositif de la résolution 475 (XV) du Conseil

Introduction

1. A sa quinzième session, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'esclavage, la traite des esclaves et les autres formes de servitude (E/2357), et il a adopté, le 27 avril 1953, la résolution 475 (XV) relative à l'esclavage, dont le dispositif est le suivant :

"1. Recommande à l'Assemblée générale d'inviter les Etats qui sont parties à la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage, ou qui peuvent y devenir parties, à accepter le transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions exercées par la Société des Nations en vertu de ladite Convention;

"2. Prie le Secrétaire général de préparer à cette fin un projet de protocole qu'il communiquera, pour observations, aux Etats parties à la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage, et de le soumettre à l'Assemblée générale, à sa huitième session, pour qu'elle prenne les mesures appropriées;

"3. Recommande à tous les Etats Membres et à tous les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait, d'adhérer le plus tôt possible à la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage en ce qui concerne leurs territoires et les territoires non autonomes et sous tutelle dont ils sont responsables, afin que les dispositions de ladite Convention puissent être universellement appliquées;

"4. Prie le Secrétaire général de consulter les gouvernements de tous les Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, en ce qui concerne l'opportunité et la teneur éventuelle d'une convention supplémentaire, en leur communiquant en même temps les propositions que le Comité d'experts a énoncées dans sa recommandation B, et de rendre compte au Conseil, si possible à sa première session ordinaire de 1954;

"5. Invite les institutions spécialisées à faire tenir leurs observations et suggestions au Secrétaire général;

"6. Prie le Secrétaire général d'inviter instamment ceux des gouvernements qui n'ont pas encore fourni de renseignements ou qui ont fourni des renseignements incomplets à faire parvenir des réponses précises et complètes au questionnaire qui leur a déjà été adressé;

"7. Invite les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales compétentes à rassembler et à communiquer au Secrétaire général toute la documentation qu'elles possèdent touchant les problèmes examinés, et demande aux institutions spécialisées de présenter des suggestions concernant les mesures que l'on pourrait prendre pour éliminer l'esclavage et les conditions analogues à l'esclavage;

"8. Prie le Secrétaire général de présenter au Conseil, si possible à sa première session ordinaire de 1954, un rapport complémentaire groupant les renseignements qui auront été fournis comme suite à la présente résolution."

PREMIERE PARTIE

A. MESURES PRISES EN EXECUTION DES PARAGRAPHES 1, 2 et 3 DU DISPOSITIF

2. On trouvera un résumé des mesures prises par l'Assemblée générale et par le Secrétaire général, en exécution des paragraphes 1 à 3 du dispositif de la résolution, dans le rapport que la Sixième Commission a présenté, à la huitième session de l'Assemblée générale, au sujet des débats de cette Commission sur la question du "Transfert à l'Organisation des Nations Unies des fonctions et pouvoirs exercés par la Société des Nations en vertu de la Convention du 25 septembre 1926 relative à l'esclavage" (A/2517), ainsi que dans les comptes rendus analytiques de la 453ème séance plénière de l'Assemblée générale. Le texte du protocole amendant la Convention relative à l'esclavage, que l'Assemblée générale a approuvé, est reproduit à la suite de la résolution 794 (VIII) du 23 octobre 1953.^{1/}

^{1/} A la date du 15 février 1954, le protocole avait été signé sans réserve d'acceptation ultérieure par les Etats suivants : Australie, Canada, Libéria, Nouvelle-Zélande, Suisse, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Italie et Mexique. A l'heure actuelle, le protocole est en vigueur entre ces Etats. A la même date, le protocole avait été signé, sous réserve d'acceptation ultérieure, par les Etats suivants : Autriche, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Monaco, Pays-Bas et Yougoslavie.

B. MESURES PRISES EN EXECUTION DU PARAGRAPHE 4 DU DISPOSITIF

3. Les mesures prises par le Secrétaire général en exécution du paragraphe 4 du dispositif de la résolution font l'objet d'un rapport distinct consacré aux consultations qu'il a eues avec les gouvernements au sujet de l'opportunité d'une convention supplémentaire relative à l'esclavage et sur les dispositions éventuelles de cette convention (E/2540).

C. MESURES PRISES EN EXECUTION DES PARAGRAPHES 6, 7 ET 8 DU DISPOSITIF

4. En exécution des paragraphes 6, 7 et 8 du dispositif de la résolution, le Secrétaire général a adressé a) une lettre, datée du 13 juillet 1953, à ceux des gouvernements qui n'avaient pas fourni de renseignements en réponse au Questionnaire des Nations Unies relatif à l'esclavage et à la servitude, en les invitant à faire parvenir leur réponse au Questionnaire avant le 30 novembre 1953; et b) une lettre, datée du même jour, à ceux des gouvernements qui avaient fourni des renseignements en réponse au Questionnaire, en les invitant à procéder à un nouvel examen de leur précédente réponse et à lui communiquer, avant le 30 novembre 1953 tous renseignements supplémentaires qui pourraient aider le Conseil dans l'étude de ce problème.

5. Les Gouvernements de Cuba et d'Haïti, qui précédemment n'avaient pas répondu au Questionnaire, ont fait parvenir des réponses à la suite de la première de ces deux lettres. Au 15 février 1954, le Secrétaire général n'avait reçu, pour les pays et territoires indiqués ci-après, aucune réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude :

Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies

Arabie saoudite, Libéria, Nicaragua, Paraguay, Pologne ^{1/}
République socialiste soviétique d'Ukraine, ^{2/} et Yémen.

1/ Le Gouvernement de la Pologne a renvoyé le Questionnaire sans y répondre.

2/ Bien que le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine n'ait pas répondu au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude, il convient d'appeler l'attention du Conseil sur la réponse de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (E/AC.33/10/Add.51), qui a informé le Secrétariat que "... le problème de l'esclavage... n'existe pas dans l'Union soviétique".

Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies et autres territoires

Albanie, Andorre, Espagne et territoires sous administration espagnole,^{1/} Sultanat de Muscat et Oman, Portugal et territoires sous administration portugaise,^{2/} Roumanie, Saint-Marin.

6. Les gouvernements de trente-huit autres pays ont répondu à la deuxième lettre; vingt-deux d'entre eux ont confirmé leur précédente réponse et déclaré qu'ils n'avaient rien à ajouter aux renseignements déjà donnés, et seize ont fait parvenir des réponses nouvelles ou des renseignements supplémentaires.
7. En exécution des paragraphes 7 et 8 du dispositif de la résolution 475 (XV), le Secrétaire général a adressé a) une lettre à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, à l'Organisation internationale du Travail et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et b) une lettre aux organisations non gouvernementales intéressées, invitant ces institutions spécialisées et organisations non gouvernementales à rassembler et à lui communiquer toute la documentation dont elles disposent sur ces questions. En outre les institutions spécialisées mentionnées ci-dessus étaient invitées à présenter des suggestions concernant les mesures que l'on pourrait prendre pour éliminer l'esclavage et les conditions analogues à l'esclavage.
8. L'Organisation internationale du Travail, en réponse à la lettre qui lui était adressée, a attiré l'attention du Secrétaire général sur la publication qu'elle a fait paraître récemment sous le titre "Les populations aborigènes", qui renferme la documentation que l'OIT possède sur cette question.

^{1/} Le Questionnaire n'a pas été envoyé au Gouvernement espagnol (voir la résolution 276 (X) du Conseil économique et social en date du 6 mars 1950).

^{2/} Le 9 août 1951, l'Ambassade du Portugal à Washington a fait connaître dans sa réponse à la note en date du 14 décembre 1950 par laquelle le Secrétaire général lui avait adressé le Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude, que "étant donné que le Portugal n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement portugais est d'avis que le Questionnaire... sort quelque peu du cadre des relations qui existent actuellement entre le Portugal et l'Organisation des Nations Unies et, pour cette raison, il regrette de ne pas se trouver en mesure de répondre directement à cette note... (E/AC.33/10/Add.71).

9. En réponse à la lettre adressée aux organisations non gouvernementales intéressées, six organisations (l'Alliance internationale des femmes, l'Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne d'Arc, le Conseil international des femmes, l'Indian Council of World Affairs, la Société anti-esclavagiste, et l'Union mondiale des organisations féminines catholiques) ont fait parvenir des documents.

10. En exécution du paragraphe 8 du dispositif de la résolution 475 (XV), le Secrétaire général a groupé la documentation pertinente qui lui a été fournie comme suite à la résolution considérée et la communique au Conseil par le présent document.

DEUXIEME PARTIE

RASSEMBLEMENT DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUE AU SECRETAIRE GENERAL CONFORMEMENT AUX PARAGRAPHES 6, 7 ET 8 DE LA RESOLUTION 475 (XV) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le présent exposé, qui a été préparé en exécution de la résolution 475 (XV) du Conseil, comprend a) les références des documents dont disposait le Conseil avant l'adoption de la résolution 475 (XV), et b) la documentation qui a été rassemblée par la suite, fournie par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales. Dans certains cas les documents communiqués par les organisations non gouvernementales ont été résumés, ou parfois supprimés lorsqu'ils faisaient double emploi.

Le texte du questionnaire des Nations Unies relatif à l'esclavage et à la servitude, qui a été préparé par le Comité spécial de l'esclavage à sa première session, conformément à la résolution 276 (X) du Conseil figure dans le Rapport du Comité relatif à cette session (E/1660, paragraphe 12).

MEMBRES

1. AFGHANISTAN

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.72 et E/AC.33/R.11, page 5.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du gouvernement :

"1. Depuis 1919, l'esclavage et la servitude ont été interdits dans les territoires afghans, non seulement en théorie mais encore en fait. La Constitution de 1931 n'a pas modifié les lois et conditions concernant l'esclavage qui étaient alors en vigueur. On ne peut donc trouver aucun exemple qui prouve que l'esclavage existe en théorie ou en fait.

"2. La question de l'esclavage et de la servitude se présente sous deux aspects :

"a) Servitude - On peut qualifier de servitude les pratiques qui résultent des coutumes et des traditions de certaines sociétés. Il est possible de supprimer complètement ce type d'esclavage grâce à l'influence de tous les gouvernements et à celle des règlements et conventions relatifs à l'esclavage et à la servitude. De nos jours cette forme d'esclavage est interdite par la loi dans la plupart des pays et on ne peut en trouver aucune trace.

"b) Travail forcé et esclavage - Il existe un grand nombre de petits pays où les populations vivent dans des conditions d'esclavage et sont privées d'indépendance. Les territoires non autonomes font partie de cette catégorie, étant donné que l'esclavage consiste essentiellement à être placé sous la domination de quelqu'un d'autre.

"3. Certains pays, sous des prétextes divers, ont privé des pays plus petits de leurs libertés nationale et individuelle. Peut-on considérer ces peuples autrement que comme des esclaves ? Le Conseil de tutelle des Nations Unies a essayé à diverses reprises d'aider ces peuples à se libérer du joug de l'esclavage, en invitant les nations colonialistes à se conformer aux résolutions qu'il a adoptées, mais ces nations n'ont généralement pas tenu compte des recommandations du Conseil. Si ces gouvernements

colonialistes acceptaient les dispositions des résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale, l'esclavage et le travail forcé seraient supprimés et tous les territoires qui n'ont actuellement aucun droit jouiraient des mêmes droits que les autres nations.

"4. Le Gouvernement de l'Afghanistan estime que si les Nations Unies se préoccupaient encore davantage de cette question, les populations des territoires où l'esclavage existe seraient libérées."

- b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.
- c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales : néant.

2. ARGENTINE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.25 et 97.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) :
Union mondiale des organisations féminines catholiques :

Cette organisation cite quelques exemples de prétendue prostitution impliquant l'exercice du droit de propriété sur les femmes à Buenos-Aires.

3. AUSTRALIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.35 et Corr.1, 43 et 95, et E/AC.33/R.11, pages 53 et 54.
(Les réponses concernent l'Australie et les territoires de Papua, de la Nouvelle-Guinée, de l'île de Norfolk et de Nauru).
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) :
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant.
 - b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.
 - c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales :
Conseil international des femmes : "L'esclavage n'existe pas en Australie".

4. BELGIQUE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.27, 31 et 93, et E/AC.33/R.13, page 7.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"1. Questions 1 et 2 du Questionnaire sur les formes d'esclavage et de servitude : La réponse est négative.

"2. Il n'existe plus dans nos territoires africains de formes d'esclavage ou de traite telles qu'elles ont été définies par la Convention de 1926, définition qui prévoit l'exercice d'un droit de propriété sur une "chose" humaine.

"3. Question 3 : Quant aux pratiques qui restreignent la liberté individuelle, elles existent dans toute civilisation, même dans la nôtre. Elles se basent sur des conceptions d'ordre éthique ou religieux ou s'inspirent de l'intérêt général.

"4. Du point de vue bantou, le versement d'une dot et la dévolution des veuves à l'héritier de l'époux défunt (lévirat) par exemple, ne peuvent être considérés ni comme des formes de servitude issues d'un contrat, ni comme une "vente"; la seconde s'inspire d'une conception familiale différente de la conception occidentale qui vise presque toujours à assurer la subsistance à des vieilles femmes. Le lévirat sous une autre forme a pratiquement disparu.

"5. Questions 4 et 5 : Toute la législation relative à la matière a été transmise au Secrétariat des Nations Unies par la lettre No S/871, en date du 7 juillet 1952 de la délégation permanente de la Belgique. Cette même lettre expose les mesures qui ont abouti à la suppression rapide de toutes les formes d'esclavage qui existaient au Congo avant la création de l'Etat indépendant".

b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.

c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales :

Conseil international des femmes : "Le problème de l'esclavage étant inexistant dans notre pays, nous estimons ne rien devoir ajouter au dernier rapport du Gouvernement belge traitant de la question."

5. BOLIVIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.22 et E/AC.33/R.14, page 103.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant.
 - b) Documentation fournie par des institutions spécialisées :
OIT : Les "populations aborigènes" ^{1/} pages 422, 428, 429, 431, 522 à 528..
"Informations sociales", vol. X No 9, 1er novembre 1953, pages 373-379.
 - c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales :
Sociétés anti-esclavagiste : "Le Gouvernement de Bolivie a annoncé en juillet 1953 une réforme agraire qui vise à libérer de la servitude 2 millions et demi de travailleurs agricoles..."

6. BRESIL

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.6.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant.

7. BIRMANIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/Add.48 et 53.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Le Ministre des affaires étrangères ... a l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Union n'a rien ajouter aux réponses qu'il a déjà adressées et qui ont fait l'objet des notes du Ministère des affaires

^{1/} Les "populations aborigènes : Conditions de vie et de travail des populations autochtones des pays indépendants", publié par le Bureau international du Travail, Genève (Suisse). Etudes et Documents, nouvelle série, No 35, Genève 1953.

étrangères No INT 51/G et INT 170/G, datées respectivement du 5 janvier 1951 et du 16 février 1951".

- b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.
- c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales : néant.

8. R.S.S. DE BIELORUSSIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.56.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant.

9. CANADA

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.33 et 77.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Le Gouvernement du Canada a examiné de nouveau les réponses qu'il a adressées antérieurement au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude. Il regrette de ne disposer d'aucun renseignement supplémentaire qui puisse être utile au Conseil économique et social pour l'étude de ce problème.

- b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.
- c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales : néant.

10. CHILI

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.60 et 85.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Je me permets de vous rappeler que la délégation du Chili vous a transmis, par ses notes 89/18 du 16 avril 1951 et 185/39 du 22 avril 1952, les réponses du Gouvernement chilien au Questionnaire sur l'esclavage, qui ont été publiées dans les documents E/AC.33/10/Add.60 et Add.85. Je désire vous confirmer les communications susmentionnées dans lesquelles mon Gouvernement a répondu par la négative à chacun des cinq points du Questionnaire. Ces réponses étaient fondées non seulement sur la législation en vigueur au Chili, mais encore sur les pratiques actuelles telles qu'elles découlent des lois et coutumes".

b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.

c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales : néant.

11. CHINE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.64 et 76, E/AC.7/SR.206, page 16, E/AC.7/SR.208, page 6 et E/AC.33/R.11, pages 3 à 5, 15 à 17, 18, 32, 34 et 60-61.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"1. Dans une réponse antérieure au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude qui a été publiée dans le document E/AC.33/10/Add.76, le Gouvernement de la Chine a déclaré (section I, paragraphe 3) qu'il 'a appliqué des mesures ramenant le taux du fermage à 37,5 pour 100 de la valeur de la récolte'. Pour mieux définir la situation telle qu'elle existe actuellement, il convient de modifier cette phrase comme suit : 'Le Gouvernement a appliqué la politique de 'la terre à ceux qui la cultivent'."

"2. Des dispositions expresses interdisant la pratique du pei-nü^{1/} et du t'ung-yang-hsi,^{2/} figurent dans les Règlements relatifs à la suppression de certains abus sociaux, tels qu'ils ont été révisés par le Ministère de l'intérieur en 1948.

"3. En ce qui concerne la question des filles adoptives (yang-nü)^{3/} le Gouvernement provincial du Taïwan a promulgué en 1951 des "Directives pour la protection des filles adoptives dans la province de Taïwan", dont on trouvera ci-joint le texte. Les institutions gouvernementales intéressées ont été invitées à appliquer ces directives. Un Comité pour la protection des filles adoptives, dans lequel tous les groupes sociaux sont représentés, a été créé pour s'occuper uniquement de la protection des filles adoptives."

"APPENDICE

"DIRECTIVES POUR LA PROTECTION DES FILLES ADOPTIVES DANS LA PROVINCE DE TAIWAN

"1. Le Bureau des affaires civiles, conformément aux dispositions du Code civil et de la Loi sur le recensement, prendra des mesures en vue de procéder, d'une manière plus complète et plus efficace, à une révision des formalités d'adoption et de tenir à jour le recensement complet des enfants adoptés.

1/ Note du traducteur : Ce terme désigne la pratique selon laquelle une jeune fille est engagée normalement pour des travaux domestiques à la suite d'une transaction analogue à un achat; on traduit parfois cette expression par "femme-esclave".

2/ Note du traducteur : Ce terme désigne la pratique selon laquelle une jeune fille est élevée dans un autre foyer en tant que fiancée de l'un des garçons de cette famille; on traduit quelquefois cette expression par "belle-fille adoptive".

3/ Note du traducteur : Voir E/AC.33/10/Add.64, page 3.

"2. Le Bureau de police prendra des mesures en vue de rechercher et de poursuivre, d'une manière plus complète et plus efficace, les délits en matière d'adoption.

"3. Le Bureau des affaires sociales chargera les institutions publiques et privées, ainsi que les organismes de secours, de recueillir des enfants adoptés dont les rapports avec leurs parents adoptifs font l'objet de litiges. Les filles adoptives dont les rapports avec leurs parents adoptifs ont pris fin seront placées, chaque fois que cela sera possible, à l'Institut provincial pour l'éducation et la protection des femmes, où elles apprendront un métier manuel. Les Centres sociaux créeront des services juridiques à l'intention des enfants adoptés, en vue de diffuser les notions juridiques relatives à la protection des enfants adoptés et de favoriser, sous la protection de la loi, des rapports harmonieux entre enfants adoptés et parents adoptifs.

"4. Les différends en matière d'adoption seront réglés par les Comités de médiation du village, de la ville ou du district. Les représentants des associations féminines locales participeront aux débats de ces comités. La procédure exposée dans le présent paragraphe fera l'objet d'un décret spécial du Gouvernement provincial.

"5. Les organisations féminines recevront des encouragements et une assistance pour mettre en oeuvre des programmes de travail artisanal à domicile, destinés à permettre aux filles adoptives dont les rapports avec leurs parents adoptifs ont pris fin de subvenir elles-mêmes à leurs besoins."

b) Documentation fournie par des institutions spécialisées : néant.

c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales :

Union mondiale des organisations féminines catholiques : Cette organisation cite l'exemple d'une enfant qui a été confiée par ses parents à un tiers dans des conditions telles qu'elle est exploitée sans souci de son bien-être.

12. COLOMBIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.37 et E/AC.33/R.12, page 3.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :
- "L'Article 22 de la Constitution politique déclare :
- Il n'y aura plus d'esclaves en Colombie. Tout esclave à mettre le pied sur le territoire de la République sera libre."
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :
- OIT : "Les populations aborigènes", pages 416, 431 à 434.
- c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales : néant.

13. COSTA-RICA

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.39.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du gouvernement : néant
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
- Union mondiale des organisations féminines catholiques :

On cite l'exemple d'un enfant livré par ses parents à un individu en échange d'une ferme.

14. CUBA

- A. Documentation communiquée antérieurement : le Gouvernement de Cuba n'avait pas répondu à l'enquête précédente.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse du gouvernement :

Renseignements communiqués le 7 janvier 1954 par le Gouvernement de Cuba en réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"1. L'esclavage n'existe pas à Cuba."

"2. La traite des esclaves n'existe pas à Cuba."

"Note explicative et exposé historique relatifs aux questions 1 et 2 :

"Depuis que la République de Cuba a été instaurée le 20 mai 1902, conformément aux dispositions de la Constitution de 1901, l'esclavage n'a jamais existé à Cuba, et la traite des esclaves n'y a pas été pratiquée.

"Si les Cubains se sont insurgés contre le Gouvernement espagnol et ont revendiqué pour Cuba l'indépendance, c'est entre autres raisons, parce que l'esclavage des nègres existait dans le pays et que les dominateurs espagnols y toléraient la traite des esclaves.

"Le 10 octobre 1868, les insurgés cubains ont adressé au monde une

déclaration par laquelle ils proclamaient le principe de l'égalité de tous les hommes et, en conséquence, la suppression de l'esclavage, que le Gouvernement cubain insurgé a officiellement aboli par la Proclamation du 27 décembre 1868, signée à Bayamo par Carlos Manuel de Céspedes.

"Après dix ans de lutte pour leur liberté, les partisans de l'indépendance cubaine ont été contraints de faire la paix avec le Gouvernement espagnol, et ont conclu le Pacte Zanjón, exigeant, entre autres conditions, que les esclaves nègres qui avaient lutté aux côtés des Cubains pour l'indépendance cubaine soient déclarés libres et que les coolies chinois qui avaient combattu pour la même cause soient émancipés. Ce fut la première étape de l'abolition de l'esclavage sur le territoire cubain.

"Quelques années plus tard, le Gouvernement espagnol a promulgué des lois prévoyant la disparition graduelle de l'esclavage.

"3 a) Le servage n'existe pas à Cuba et il est interdit par les lois de la République. La Constitution dispose que tous les Cubains sont égaux devant la loi, que la République ne reconnaît pas d'exemptions ni de privilèges et que les étrangers qui résident sur le territoire de la République sont traités sur un pied d'égalité avec les Cubains en ce qui concerne la protection de leur personne et de leurs biens.

"3 b) Ces formes de travail involontaire non rémunéré n'existent pas à Cuba.

"Le régime du travail en vigueur à Cuba est un régime de liberté absolue. L'Acte constitutionnel de la République, sous le titre Du travail et de la propriété, stipule que "le travail est un droit inaliénable de la personne". Il contient plusieurs dispositions réglementant et garantissant les salaires et traitements, entre autres celles qui prévoient : un salaire ou traitement minimum, qui est insaisissable, et qui est obligatoire pour le travail aux pièces ou le travail à forfait; une durée maxima de la journée de travail, qui est de huit heures; des conditions de travail spéciales et une durée maxima de six heures pour les jeunes travailleurs âgés de plus de 14 ans et de moins de 18 ans, le travail et l'apprentissage des enfants de moins de 14 ans étant interdits; et l'interdiction de verser des salaires

ou traitements sous forme de bons, quelconques, marchandises ou tous autres signes destinés à remplacer des instruments de paiement légaux.

"Le Code civil cubain dispose que le louage de services à vie est nul et non avenue.

"3 c) Le Code civil cubain ne contient aucune disposition autorisant la servitude en paiement d'une dette.

"3 d) Le cautionnement de tiers pour garantir le paiement d'une dette n'est pas autorisé; aux termes de la loi cubaine, seuls les biens d'un débiteur, mais non sa personne ni celle d'un autre être humain, peuvent servir de garantie pour l'exécution de ses obligations.

"3 e) La législation cubaine n'autorise pas l'exploitation visée à cet alinéa et, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, l'Acte constitutionnel, en traitant du travail, stipule expressément que : "Le travail et l'apprentissage des mineurs de moins de 14 ans sont interdits".

"3 f) Il n'existe pas à Cuba de pratiques de ce genre.

"Notre Constitution et des lois spéciales établissent l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi en ce qui concerne les droits politiques, civils, économiques et sociaux. L'Acte constitutionnel, traitant de la famille, stipule ce qui suit : 'Le mariage est le fondement légal de la famille et il a pour base l'égalité absolue des droits des époux' et il ajoute : "La femme mariée a pleine capacité civile et elle n'a pas besoin du consentement ou de l'autorisation de son mari pour gérer ses propres biens, ou exercer un commerce ou une industrie, une profession, un métier ou un art, et elle dispose librement du produit de son travail".

"Cuba est signataire de la Convention des Nations Unies relative aux droits politiques de la femme.

"3 g) La loi cubaine interdit le proxénétisme et elle punit toute personne qui exploite la prostitution d'autrui, à Cuba ou à l'étranger, contribue à la protéger, en partage les bénéfices ou en vit. En outre, Cuba a signé les Conventions internationales suivantes ou y a adhéré :

"a) Arrangement international pour la répression de la traite des blanches (signée à Paris le 18 mai 1904). Cuba a adhéré à cet Arrangement.

"b) Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches (signée à Paris le 4 mai 1910). Cuba a adhéré à cette Convention.

"c) La Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants (signée à Genève le 30 septembre 1921). Lorsque Cuba a ratifié cette Convention, ce pays a adhéré à celles de 1904 et de 1910, mentionnées ci-dessus.

"d) Convention internationale pour la répression de la traite des femmes majeures (signée à Genève le 11 octobre 1933). Cuba a adhéré à cette Convention le 30 avril 1936.

"e) Convention pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, rédigée par les Nations Unies et ouverte à la signature le 21 mars 1950. Cuba a signé cette Convention.

"La loi pénale cubaine (Code de défense sociale), traitant des délits dirigés contre la moralité et la vie familiale, se réfère, dans les termes suivants, au proxénétisme et à la traite des femmes (traduction) :

"Article 489 - A

"Les actes suivants sont punis d'une peine d'emprisonnement pouvant aller de six mois et un jour à trois ans, et d'une amende de 100 à 300 unités :

"1. Toute personne qui participe à la prostitution, la protège ou l'exploite de quelque manière que ce soit, à Cuba ou à l'étranger, partage les profits de ce trafic ou en vit.

"2. Toute personne qui notoirement vit du produit de la prostitution.

"3. Toute personne qui oblige une autre personne à continuer contre son gré à se prostituer.

"4. Toute personne qui, avec le consentement des intéressées, ou en recourant à la menace, à des promesses ou tout autre moyen similaire, embauche en vue de la prostitution, à Cuba ou à l'étranger, des femmes cubaines ou étrangères ou qui introduit à Cuba des femmes connues pour pratiquer la prostitution.

"5. Toute personne qui fait profession de tenir des maisons de prostitution.

"Article 489 - B

"Si le délinquant est fonctionnaire, il sera en outre l'objet de mesures d'interdiction spéciale pendant une durée égale à celle de la peine privative de liberté qui lui aura été infligée.

"4. Cuba a signé la Convention internationale relative à l'esclavage (Convention de Genève du 25 septembre 1926) et l'a ratifiée le 6 juin 1931.

"Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, Cuba n'a pas de législation qui autorise implicitement ou explicitement le système de l'esclavage ou l'assujettissement d'une personne à un état de servitude.

"5. Les réponses faites au questionnaire précédent ont répondu à cette question, mais nous répétons qu'il n'existe ni esclavage ni servitude dans le territoire de la République de Cuba, qui est formé ou composé exclusivement de l'île de Cuba et d'autres îles et cayes adjacentes à cette île. Le Gouvernement cubain n'exerce sa juridiction, son autorité ou son mandat sur aucun autre Territoire du monde".

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

15. TCHECOSLOVAQUIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.84.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Le Gouvernement tchécoslovaque a prêté une attention spéciale aux paragraphes 6 et 8, de la résolution 475 (XV) et il a procédé à un nouvel examen attentif de sa réponse N° E/AC.33/10/Add.84, qui semble traiter d'une manière suffisamment détaillée de la question de l'esclavage en Tchécoslovaquie."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

16. DANEMARK

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents E/AC.33/10/Add. 8 et 75 (Les réponses s'appliquent également au Groenland).
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :
- "Le Ministère de la Justice du Danemark a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter aux renseignements contenus dans les réponses antérieures (E/AC.33/10/Add. 8 et 75) qui, selon l'avis du Ministère de la Justice, devraient être satisfaisantes. Au cas où des renseignements complémentaires seraient désirés, il serait souhaitable que les points spécifiques sur lesquels ces renseignements sont désirés soient définis d'une manière précise."
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

17. REPUBLIQUE DOMINICAINE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.65.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

18. EQUATEUR

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.30.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :
- "Renseignements communiqués le 3 août 1953 par le représentant permanent de l'Equateur en réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"1. Néant

"2. Néant

"3. a) et b). Nous référant à ces alinéas, nous devons mentionner en premier lieu le principe constitutionnel suivant lequel 'le travail est obligatoire pour tous les membres de la collectivité équatorienne, mais on tiendra compte de l'âge, du sexe, de la santé, etc., ainsi que de la liberté du choix.' (Article 170). Il existe une corrélation entre cet article et l'article 187 dont le paragraphe 10 est conçu en ces termes : 'On ne peut exiger de personne des services gratuits ou rémunérés qui ne soient pas imposés par la loi, excepté dans les cas d'urgence extraordinaire ou lorsqu'il est nécessaire de porter une aide immédiate. En dehors de ces cas, nul ne sera contraint de travailler si ce n'est conformément aux termes d'un contrat et moyennant la rémunération correspondante.' Ces principes constitutionnels sont complétés par l'article 3 du Code du travail, libellé comme suit : 'Tout travailleur est libre de consacrer ses efforts au travail licite qu'il aura librement choisi et il ne saurait être tenu de travailler contre son gré, à moins que la loi n'en dispose autrement. Tout travail doit être rémunéré.'

"Une première exception à ces dispositions générales est l'article premier de la loi sur le service militaire obligatoire, qui stipule ce qui suit : 'Tous les Equatoriens de sexe masculin, âgés de 18 à 50 ans sont tenus de servir dans les forces armées.' Le conscrit, sous réserve des règlements appropriés, est astreint à huit heures de service par jour; il est logé dans des quartiers ou dans des baraquements; il a droit aux soins médicaux, dentaires et hospitaliers.

"Une seconde restriction au principe général est contenue dans le Code des mineurs - Código de Menores - dont l'article 46 (alinéa b) stipule ce qui suit : 'Dans les cas où le mineur ne peut, sans inconvénient, vivre avec ses parents ou tuteurs, et lorsqu'il se trouve moralement abandonné ou présente un danger pour la société, il est interné, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, dans un établissement d'éducation approprié.' L'article 51 du même Code stipule : 'L'internement dans un établissement d'éducation consiste en un régime psycho-pédagogique favorable au développement de la personnalité, qui

comprend une instruction primaire élémentaire, des exercices physiques et l'apprentissage d'un métier ou d'une profession."

"En ce qui concerne les modalités du travail agricole dénommées huasicamia (service domestique dans une ferme) et aparceria (métayage), il convient de mentionner que la première étant la prestation de services volontaires conformément à la coutume et moyennant salaire, ne saurait à aucun titre être considérée comme du travail forcé. L'article 252 du Code du travail stipule ce qui suit : 'Si un travailleur agricole (peón) est employé à des travaux domestiques à la ferme au titre de la huasicamia ou à des travaux similaires, il a droit, pour lui, et pour sa femme et ses enfants, si ceux-ci sont employés en même temps que lui, aux frais de transport, à la nourriture et au logement et il recevra un salaire en espèces correspondant à chaque journée de travail domestique. Les membres de la famille du travailleur, âgés de plus de douze ans, qui fournissent les services susmentionnés recevront leur salaire séparément.'

"Aux termes du contrat d'aparceria, le propriétaire fournit le terrain, le fermier son travail et tous deux se partagent le produit de l'exploitation. Les semences, les animaux et l'outillage sont fournis indifféremment par l'un ou par l'autre, mais en aucun cas le pourcentage dévolu au fermier ne peut être inférieur à la moitié du produit de l'exploitation. Comme on le voit, le fermier n'est nullement contraint à prêter ses services, puisque les parties remplissent les obligations d'un contrat auquel elles ont librement consenti.

"4. Aucune mesure législative ou administrative spéciale ne s'est révélée nécessaire.

"5. Aucune mesure législative ou administrative spéciale ne s'est révélée nécessaire.

"Renseignements communiqués le 13 octobre 1953 par le Ministère des affaires étrangères de l'Equateur en réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Question 1 : L'esclavage n'existe pas en Equateur et il n'est certainement pas reconnu officiellement. Cette réponse ne s'applique pas aux tribus autochtones qui habitent les régions les plus reculées du territoire national et dont on ne connaît pas encore exactement les conditions de vie.

"Question 2 : La traite des esclaves n'existe pas en Equateur.

"Question 3 : En principe, de telles pratiques n'existent pas en Equateur, l'article 161 de la Constitution en vigueur stipulant ce qui suit :

"Tout contrat par lequel une personne se met à la disposition d'une autre, d'une façon absolue et indéfinie sera sans valeur, et les lois ne pourront contenir de dispositions qui amoindrissent la dignité humaine."

"Il y a lieu de compléter ces dispositions par l'article 186 de ladite Constitution, libellé en ces termes :

"La liberté contractuelle est reconnue, sous réserve des restrictions établies par la loi."

"En outre, le second alinéa du paragraphe 10 de l'article 187 énonce ce qui suit :

"On ne peut exiger de personne des services gratuits ou rémunérés, qui ne soient pas imposés par la loi, excepté dans les cas d'urgence extraordinaire ou lorsqu'il est nécessaire de porter une aide immédiate. En dehors de ces cas, nul ne sera contraint de travailler si ce n'est conformément aux termes d'un contrat et moyennant la rémunération correspondante."

"Se référant aux alinéas de l'énoncé de la question 3, le Gouvernement de l'Equateur présente les observations suivantes :

"a) Le servage a été légalement aboli par le décret du Conseil des Ministres du 18 août 1895;

"b) Peu de temps après la publication du décret susmentionné, le concertaje, représenté par le système social du concierto, a été aboli.

"c) et d) Ces pratiques n'existent pas en Equateur.

"e) Un enfant peut être adopté par une personne majeure, aux conditions spécifiées au titre XV - De l'adoption - du Code civil, dont l'article 315 est conçu en ces termes :

"L'adoption des mineurs est l'institution du droit civil par laquelle un mineur entre dans une famille étrangère à la sienne, avec les droits et obligations énoncés au présent article."

"Toutefois, un mineur peut trouver du travail dans la maison d'une famille, pourvu que ce soit de son propre gré et sous la surveillance de ses parents ou tuteurs et des autorités publiques. L'article 178 du Code du travail est conçu en ces termes :

"Les parents, ascendants ou tuteurs d'un mineur de moins de 18 ans qui ne peuvent subvenir à son entretien ou à son éducation, peuvent par l'intermédiaire du Bureau de statistique et de placement ou de l'inspecteur du travail placer le mineur en qualité de domestique dans un foyer qu'ils considèrent comme étant de confiance; un procès-verbal, signé du père, de l'ascendant ou du tuteur et de l'employeur sera dressé au Bureau de placement ou à l'Inspection du travail pour constater le placement du mineur".

L'alinéa h) de l'article 42 du Code des mineurs est conçu en ces termes :

"Pouvoirs des tribunaux pour mineurs

"..."

"Assurer le placement dans des familles de mineurs qui ont besoin d'un milieu familial en s'attachant de préférence à réadapter le mineur plutôt qu'à lui fournir éventuellement un emploi domestique.

"Le placement familial des mineurs qui ont atteint l'âge de douze ans révolus sera considéré comme une activité normale de protection sociale et relèvera de la compétence exclusive des tribunaux pour mineurs".

"f) et g) Néant.

"Question 4 : Aux renseignements fournis ci-dessus en réponse aux questions 1, 2 et 3, alinéas a) et b), il y a lieu d'ajouter que les Constitutions de 1925, de 1945 et de 1946 et le Code du travail de 1938 ont proclamé à nouveau le principe de la liberté du choix de l'emploi.

"Question 5 : D'une manière générale, l'application des lois susmentionnées a permis l'établissement de conditions d'égalité dans les relations entre employeurs et travailleurs et l'intervention directe des pouvoirs publics dans ces relations.

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :

OIT : "Les populations aborigènes", pages 392 et 432.

c) Documentation communiquée par les organisations non gouvernementales :
néant.

19. EGYPTÉ

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.18.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Conseil international des femmes : "L'esclavage, la traite des esclaves
et toutes autres formes de servitude sont abolies en Egypte."

20. SALVADOR

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.66.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

21. ETHIOPIE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.58 et E/AC.33/R.14, pages 85 à 89.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement : Néant
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : Néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :

Société anti-esclavagiste : "Le problème de l'esclavage et de la traite des esclaves en Ethiopie est étroitement lié à celui de la traite des esclaves en Arabie. La Commission consultative de la Société des Nations en matière d'esclavage a étudié attentivement cette question. A la suite de ses enquêtes, elle est arrivée aux trois conclusions suivantes : 1) L'esclavage existe officiellement en Ethiopie; il est conforme aux traditions et admis par l'opinion publique, mais condamné par l'empereur Haile Sélassié, qui a fait de gros efforts pour améliorer le sort des esclaves et préparer l'opinion à l'abolition de l'esclavage. 2) Dans certaines régions, les razzias effectuées par les tribus les unes contre les autres ou sur le territoire des pays avoisinants ont pour conséquence la mise en esclavage des captifs. 3) Il existe dans le pays des marchands d'esclaves qui achètent les esclaves pour les vendre sur les marchés d'Arabie et d'ailleurs et qui exercent une pression sur l'opinion. Le Gouvernement éthiopien, au moment où il a été admis comme membre de la Société des Nations en 1923, s'est engagé 'à s'efforcer en particulier d'assurer la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes et de la traite des esclaves'; il a promulgué plusieurs lois et arrêtés administratifs pour faire honneur à cet engagement. Néanmoins, les razzias n'avaient pas disparu pour autant dans les régions éloignées du royaume et le Consul britannique de Maji a signalé à son Gouvernement que, par suite des razzias, le nombre des contribuables de Maji avait diminué de 30.000 à 780 entre 1920 et 1935. Après sa conquête de l'Ethiopie en 1935, l'Italie a aboli le statut légal de l'esclavage dans le pays et elle a prétendu avoir libéré 420.000 esclaves. Il est difficile de se faire une idée

précise des résultats obtenus sous le régime italien du fait qu'il n'a été qu'un court intermède auquel la deuxième guerre mondiale a mis fin et depuis on n'a jamais été en mesure de se faire une idée de ses réalisations dans ce domaine. Lorsqu'il est remonté sur le trône en 1942, l'empereur Haile Sélassié a aboli le statut légal de l'esclavage. Dans sa réponse au Questionnaire sur l'esclavage que lui a adressé l'Organisation des Nations Unies en 1950, le Gouvernement éthiopien déclarait que ni l'esclavage ni aucune autre forme de servitude n'existaient en Ethiopie. L'expérience acquise dans d'autres pays montre que l'esclavage meurt lentement après avoir été aboli par la loi et il est douteux que cette déclaration officielle de caractère optimiste corresponde à la réalité. En 1923, l'Ethiopie s'est déclarée prête à fournir à la Société des Nations tous les renseignements dont elle pourrait avoir besoin sur l'esclavage. L'Organisation des Nations Unies, qui a pris la succession de la Société des Nations, ne pourrait-elle pas proposer à l'Ethiopie d'inviter une commission impartiale à se rendre dans ce pays pour faire rapport sur les mesures prises contre l'esclavage ?"

22. FRANCE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.42 et Corr.1, Add. 69 et 81, et E/AC.33/R.13, page 8. (Les réponses portent sur la France métropolitaine (Add. 69 et 81) et les territoires suivants (Add.42 et 42/Corr.1) : Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Somalie française, Madagascar et dépendances, Etablissements français de l'Inde, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français d'Océanie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie, Nouvelles-Hébrides et Territoires sous tutelle (Cameroun et Togo)).
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement : Néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : Néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne d'Arc : "En ce qui concerne la nouvelle documentation, l'Alliance désire attirer l'attention du Secrétaire général sur le décret français No 51 - 1100 du 14 septembre 1951,

portant sur le mariage coutumier (décret Jacquinot) qui représente une étape importante vers l'élimination de certaines 'coutumes analogues à l'esclavage'.

"Le décret Jacquinot"

"Décret No 51-1100 du 14 septembre 1951 relatif à certaines modalités du mariage entre personnes ayant conservé leur statut personnel en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.

"Article premier : En Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, les citoyens ayant conservé leur statut personnel contractent mariage suivant la coutume qui leur est propre, sous réserve des dispositions du décret du 15 juin 1939 et de celles qui font l'objet des articles ci-après.

"Article 2 : Même dans les pays où la dot est une institution coutumière, la fille majeure de vingt et un ans et la femme dont le précédent mariage a été légalement dissous, peuvent librement se marier sans que quiconque puisse prétendre en retirer un avantage matériel, soit à l'occasion des fiançailles, soit pendant le mariage.

"Article 3 : Dans ces mêmes pays, le défaut de consentement des parents, s'il est provoqué par des exigences excessives de leur part, ne peut avoir pour effet de faire obstacle au mariage d'une fille mineure de vingt et un ans.

"Il y a exigence excessive chaque fois que le taux de la dot réclamée dépasse le chiffre déterminé, suivant les régions, par le chef du territoire.

"Article 4 : Les tribunaux du premier degré sont habilités à juger des différends résultant de l'application de l'article 3. Ils sont tenus, chaque fois qu'ils constatent qu'il y a eu exigence excessive de la part des parents, d'en donner acte gratuitement au requérant... .

"Article 5 : Tout citoyen ayant conservé son statut personnel peut, au moment de contracter mariage, faire inscrire par l'officier d'état civil, sur l'acte de mariage, la déclaration expresse de ne pas prendre une autre épouse aussi longtemps que le mariage qu'il contracte ne sera pas régulièrement dissous.

"Cette déclaration constitue l'acte spécial dont il est fait mention à l'Article 339, alinéa 2, du code pénal applicable en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo.

"Article 6 : Le Ministre de la France d'outre-mer est responsable de l'exécution de ce décret, qui sera publié dans le Journal officiel de la République française et également dans les bulletins officiels des territoires intéressés et inséré dans le Bulletin officiel du Ministère de la France d'outre-mer."

Union mondiale des Organisations féminines catholiques :

"1. Les trafiquants retirent à la femme le droit de disposer de sa personne et usent d'elle comme d'une chose, dont ils jouissent au titre de propriété, pour l'acheter, l'utiliser, la vendre, disposer de l'argent qu'elle gagne, la battre, la torturer, la mettre à mort."

(Suivent plusieurs exemples à l'appui).

"2. La razzia, le rapt, la violence et la ruse sont constamment employés pour capturer les victimes de la prostitution."

(Suivent plusieurs exemples).

"3. En 1951 à Paris, un Nord-Africain vendait ses captures 100.000 francs par tête. Une femme française se vend en ce moment 400.000 francs en Afrique du Nord. On fait état de 1.200.000 francs pour celui qui se charge du transport, en raison des risques qu'il comporte.

"4. En 1952, la Protection de la Jeune Fille de Paris suivit une affaire d'expédition de danseuses par Genève et Marseille à destination de Dakar.

"5. C'est un moyen employé couramment dans les maisons de tolérance pour retenir les victimes que la loi ou la coutume autorise à se libérer elles-mêmes. Elles paient leur pension, leurs vêtements, les soins médicaux, les patentes et le reste va au souteneur et au tenancier. Ceux-ci s'arrangent pour que leurs victimes n'aient jamais d'épargne afin de prendre un train ou de vivre quelques jours après leur fuite possible. Ils accroissent faussement les factures. Quand les jeunes femmes parviennent à les payer par un surcroît de travail, ils en inventent d'autres."

(Suivent plusieurs exemples).

22 1) MAROC

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.42.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement : Néant
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : Néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Union mondiale des organisations féminines catholiques :
"Le Maroc serait un centre de triage pour l'Amérique du Sud".
L'organisation cite plusieurs exemples.

23. GRECE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.53/10/Add.59.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :
- Renseignements communiqués par le Ministère de la justice, le 19 novembre 1953, en réponse au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude.
- "Les constitutions successives de l'Etat hellénique, qui s'inspiraient des principes de la Révolution française de 1789, contenaient toutes des dispositions presque identiques qui non seulement interdisaient l'esclavage, mais encore rendaient libres les esclaves venant d'autres pays, dès qu'ils foulaient le sol grec.
- "Ainsi l'article 9 de la Constitution du 18 mars 1844 stipulait que 'Nul ne sera acheté ou vendu comme esclave en Grèce; tout esclave, à quelque race ou religion qu'il appartienne, devient libre dès le moment où il foule le sol grec.'
- "Il est intéressant de noter que l'Assemblée de 1844 n'a proposé aucun amendement lors de l'examen de cet article qui, au contraire, fut approuvé par les représentants sous sa forme originale, sans aucune modification. (Voir les Procès-verbaux de la Première Assemblée constituante de 1844, page 250, séance du 21 janvier 1844).
- "La même disposition figurait également dans l'article 13 de la Constitution du 18 mars 1864, adoptée par la Deuxième Assemblée constituante.

Ià encore, l'article fut adopté sous sa forme première, sans aucun amendement. (Voir le Journal officiel de l'Assemblée de 1864, page 376)

"Cette disposition ne fut pas modifiée non plus lorsque, en 1911, l'Assemblée se réunit pour la deuxième fois afin de réviser la Constitution (article 13 de la Constitution révisée).

"Les Constitutions du 3 juin 1927 et du 1er janvier 1952 contiennent des dispositions analogues ainsi conçues :

'Toutes les personnes vivant sur le territoire de l'Etat hellénique jouiront de la protection absolue de leur vie et de leur liberté, sans distinction de nationalité, de religion ou de langue. Des exceptions sont autorisées dans les cas prévus par le droit international.'
(Article 7 de la Constitution du 3 juin 1927 et Article 13 de la Constitution du 1er janvier 1952).

Non seulement cet article de la Constitution empêchait le législateur d'adopter des dispositions contraires, mais on considérait qu'il abrogeait expressément les dispositions du droit romain (qui est resté en vigueur jusqu'en 1946) reconnaissant l'institution de l'esclavage.

"Cependant, avant même que ne fût adoptée la Constitution de 1844, l'article 321 de notre Loi de 1835 sur la justice criminelle (maintenant abrogée) condamnait à une peine très sévère - emprisonnement à vie - toute personne coupable d'avoir enlevé une autre personne et de l'avoir emmenée 'en un lieu éloigné pour en faire un esclave ou l'asservir.'

"Pour compléter ces renseignements nous donnons ci-dessous le texte au complet de l'article pertinent de cette loi :

"Article 321. Toute personne qui enlève illégalement une autre personne par dol ou par violence ou, si cette dernière personne est âgée de moins de 14 ans, avec ou sans le consentement de cette personne et sans le consentement de ses parents ou de ses tuteurs légaux, afin de la soustraire à la protection du Gouvernement ou des tiers auxquels elle est légalement confiée, sera déclarée coupable d'enlèvement et sera punie :

"1) D'un emprisonnement à vie, si la personne enlevée a été emmenée en un endroit éloigné; ou

"2) D'un emprisonnement de 15 ans au moins, si la personne enlevée a été incorporée dans les forces de terre, ou de mer d'une Puissance étrangère, ou si cette personne, étant âgée de moins de 12 ans, a été enlevée par un charlatan, un mendiant, un imposteur ou tout autre individu se livrant à des activités analogues; ou

"3) D'un emprisonnement de 10 ans au plus si l'enlèvement n'a pas été commis dans l'une ou l'autre des circonstances précitées.

"Si la personne enlevée n'a pas recouvré sa liberté, aucun délinquant auquel s'applique le paragraphe 2) ou le paragraphe 3) ne pourra être libéré avant d'avoir purgé l'intégralité de la peine imposée par la loi (article 3)."

"La Loi No N/1841 relative à la traite des esclaves, promulguée un peu plus tard sous le règne du roi Otho, contenait les dispositions suivantes :

"Article premier. La traite des esclaves, connue sous le nom de Somateporia, demeure interdite dans tout le royaume.

"Article 2. Toute personne contrevenant à cette disposition sera passible, s'il est prouvé que cette personne est l'auteur principal, au sens de la Loi sur la justice criminelle, d'un emprisonnement de dix ans au moins et de quinze ans au plus ou, si cette personne n'est coupable que de complicité, d'une peine qui sera fixée conformément à l'article 71 de ladite loi. En cas de tentative non suivie d'exécution, le tribunal appliquera les peines prévues par la loi précitée pour les tentatives non suivies d'exécution.

"Article 3. Le capitaine et tous les membres de l'équipage d'un navire grec utilisé pour transporter ou tenter de transporter des esclaves en vue de la traite seront, s'ils ont agi volontairement, passibles des peines suivantes : le capitaine sera passible de la peine prévue pour l'auteur principal par l'article 2 ci-dessus ou, en cas de simple tentative, de la peine prescrite par la Loi sur la justice criminelle pour les tentatives non suivies d'exécution; il se verra en outre retirer son brevet de capitaine à titre définitif; tout autre membre de l'équipage, s'il n'a pas accompli un acte qui le constitue auteur principal, sera passible de la peine prévue pour les complices et, s'il n'y a que tentative, de la peine prévue par la loi sur la justice criminelle pour les tentatives non suivies d'exécution.

"Article 4. Tout membre de l'équipage autre que le capitaine n'encourra pas la peine prescrite par l'article précédent si, avant le départ du navire, il a porté tous les faits qu'il connaît concernant la traite des esclaves à la connaissance des autorités consulaires grecques locales ou, à défaut, des autorités consulaires de toute autre Puissance qui interdit un tel trafic, ou s'il prouve qu'il ne pouvait pas dévoiler ces faits aux autorités judiciaires du lieu d'embarquement et qu'il les a portés à la connaissance du commandant du premier bâtiment de guerre qui a fouillé le navire transportant les esclaves ou, si cette fouille n'a pas été faite, aux autorités consulaires grecques ou, à défaut, aux autorités consulaires étrangères du premier port grec ou étranger dans lequel le vaisseau a fait escale. S'il dévoile ces faits après la livraison des esclaves, il n'encourra pas la peine à la condition de prouver qu'il n'a pas pu dévoiler ces faits plus tôt. Toute personne faisant une telle déposition sera libérée de tout engagement vis-à-vis du capitaine du navire, qui devra lui verser la paye et tous autres émoluments prévus par le contrat comme si le voyage avait été achevé, et payer les frais de son retour en Grèce. Tous les consuls grecs sont tenus de lui fournir entière protection et assistance.

"Article 5. Si le propriétaire du navire savait que son navire transportait des esclaves ou que l'on tentait de l'utiliser à cette fin, il se verra retirer son brevet de capitaine et sera également passible des peines prévues à l'article 2.

"Article 6. Lorsqu'un navire effectue un transport d'esclaves dans un dessein autre que la traite des esclaves et qu'il n'est pas prouvé que ce dessein est d'affranchir les esclaves, le capitaine sera passible d'un emprisonnement de trois à cinq ans, et chacun des matelots d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Le propriétaire du navire, s'il a eu connaissance du transport d'esclaves, sera passible de la même peine que le capitaine. Le matelot qui aura dénoncé le transport d'esclaves aux autorités compétentes dans les circonstances et les délais prévus à l'article 4 n'encourra aucune peine et pourra invoquer le bénéfice dudit article.

"Article 7. Tout crime, délit ou contravention commis à bord d'un navire sur la personne d'un esclave, comme il est prévu ci-dessus, sera puni conformément aux dispositions de la Loi sur la justice criminelle.

"Article 8. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de Grèce pourront exercer les fonctions d'officiers de police judiciaire à l'égard de tout délit prévu par la présente loi et pourront entreprendre et mener une enquête sans attendre les instructions du ministère public.

"Article 9. Toute autorité avisée ou autrement informée d'un commerce ou d'un transport d'esclaves, sera tenue d'affranchir immédiatement les esclaves s'il s'agit d'une autorité grecque, et autorisée à le faire s'il s'agit d'une autorité étrangère.

"Le Gouvernement hellénique a ratifié la Convention internationale relative à l'esclavage, signée à Genève le 15 septembre 1926, par la Loi n° 4473/1930 (article 1).

"L'article 2 de cette loi porte : 'Quiconque aura commis l'une des infractions visées à l'article 1 (2) de la Convention ratifiée par la présente loi ou aura été complice d'une telle infraction, sera passible de la peine portée par l'article 321 (3) de la Loi sur la justice criminelle, sans préjudice des peines plus fortes, s'il y échet.

"Toute personne reconnue coupable de l'une des infractions définies ci-dessus sera passible des peines prévues par les articles 21, 23 et 33 de la Loi, même si la restitution a été prononcée".

"Le nouveau Code pénal grec (Loi n° 1492/1950), entré en vigueur le 1er janvier 1951, renferme les dispositions suivantes sur la matière :

"A. Article 321 : Quiconque se sera saisi, par fraude ou violence, d'une personne de manière à la soustraire à la protection de l'Etat, ou aura réduit une personne en esclavage ou l'aura privée de sa liberté d'une façon analogue, sera passible de l'emprisonnement.

"B. Article 323 :

- "1) Quiconque se sera livré à la traite des esclaves sera passible de la peine des travaux forcés.
- "2) La traite des esclaves comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en vue de le réduire en esclavage, tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger, tout acte de cession par vente ou échange d'un esclave acquis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi qu'en général, tout acte de commerce ou de transport d'esclaves.
- "3) Quiconque sachant qu'un navire est destiné ou est employé à la traite des esclaves, y aura accepté un emploi quelconque ou y aura conservé volontairement son emploi, sera passible d'un emprisonnement de six mois au moins.
- "4) Quiconque sachant qu'un navire est destiné à la traite des esclaves interviendra directement ou indirectement dans l'affrètement, sera passible d'un emprisonnement de six mois au moins.
- "5) Quiconque aura transporté un esclave dans un dessein autre que la traite des esclaves, sera passible d'une peine d'emprisonnement, à moins que ce dessein ne soit d'affranchir l'esclave.
- "6) Le propriétaire et le capitaine d'un navire employé, à leur su, au transport d'esclaves, seront passibles de la même peine.

"Après avoir donné ci-dessus un aperçu général de notre législation relative à l'esclavage, nous allons traiter les points mentionnés dans votre Questionnaire.

"1. L'esclavage tel qu'il est défini à l'article 1 (1) de la Convention internationale relative à l'esclavage de 1926, à savoir la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux, n'existe pas en Grèce. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, l'esclavage est expressément interdit par la Constitution (article 13 de la Constitution du 1er janvier 1952, actuellement en vigueur) et par l'article 322 précité, du nouveau Code pénal.

"Cette disposition de la Constitution protège le droit à la liberté individuelle, même envers les organes législatifs.

"En Grèce, il ne peut donc être question d'une capitis deminutio maxima impliquant la perte du status libertatis; ce dernier ne peut jamais se perdre en Grèce. L'article 13 de la Constitution de 1952 actuellement en vigueur, qui constitue l'une des dispositions fondamentales de ce statut, établit le droit à la liberté individuelle, non seulement pour les citoyens grecs, mais également pour les étrangers.

"Notre nouveau Code civil ne reconnaît pas le principe de l'esclavage, et il ne pourrait le faire en raison de la prohibition édictée par la Constitution.

"2. La traite des esclaves telle qu'elle est définie dans l'article 1 (2) de la Convention internationale relative à l'esclavage, est prohibée en Grèce par la disposition constitutionnelle mentionnée ci-dessus et par l'article 323 précité du Code pénal en vigueur; lequel interdit tout acte de traite ou de transport d'esclaves.

"3. Réponses aux subdivisions de la présente question :

"a) et b) Le servage, c'est-à-dire la condition d'un esclave qui n'appartient pas à un maître mais à la terre qu'il cultive et qui est cédé avec la terre lorsque celle-ci fait l'objet d'une cession légale, et les autres formes traditionnelles de travail involontaire non rémunéré exigé par les propriétaires terriens et autres employeurs de main-d'oeuvre, n'existent pas en Grèce.

"c) et d) La servitude en paiement d'une dette n'est pas reconnue par le Code civil en vigueur en Grèce et elle ne pourrait l'être en raison de la disposition de l'article 13, précité, de la Constitution de 1952.

"De même, la mise en gage ou le cautionnement de tiers pour dette (pratiques qui ressemblent au nexum se dare du droit romain) ne sont pas reconnus par le Code civil en vigueur (et ne pourraient l'être pour la raison mentionnée ci-dessus).

"Les pratiques visées à l'alinéa c) et d) sont totalement inconnues du droit grec actuel, en ce qu'elles supposent, chez le législateur, une conception de l'être humain non pas comme sujet mais comme objet de droits, c'est-à-dire comme esclave. Par conséquent, en raison de la disposition constitutionnelle déjà mentionnée, il est impossible que de telles pratiques soient établies ou reconnues par notre droit civil.

"e) L'adoption d'enfants en vue de les exploiter n'est pas prévue par le droit grec. Au contraire, l'article 324 du nouveau Code pénal contient la disposition suivante : 'Quiconque aura soustrait un mineur à l'autorité de ses parents ou tuteurs ou de toute autre personne à qui sa garde aura été confiée, et quiconque aura incité un mineur à se soustraire volontairement à l'autorité desdites personnes, sera puni d'un emprisonnement de trois ans au plus. Si le coupable a commis l'acte dans un esprit de lucre ou en vue d'employer le mineur à des fins immorales, il sera puni d'une peine d'emprisonnement de dix ans au plus'.

"L'adoption par le Code civil exclut toute possibilité d'exploiter l'enfant. Les dispositions pertinentes (articles 1568 à 1588) exigent le consentement de l'adopté à l'adoption ou, s'il est mineur, celui de ses parents, ou de son tuteur et du conseil de famille. L'adoptant doit avoir au moins dix-huit ans de plus que l'adopté, n'avoir aucun descendant légitime, n'être frappé d'aucune incapacité légale et être âgé de plus de 50 ans.

"L'adoption se fait toujours par un jugement du tribunal (de première instance), qui n'accorde son consentement que si, après une enquête sur la moralité et les ressources de l'adoptant, il juge que l'adoption présente des avantages pour l'adopté.

"f) L'achat des épouses et la dévolution des veuves à l'héritier du mari défunt, impliquant l'assujettissement d'une femme à un homme qu'elle n'a pas choisi, n'ont jamais été pratiqués en Grèce, même dans les temps les plus reculés.

"g) Les formes de la prostitution des femmes et des enfants impliquant l'existence et l'exercice d'un droit de propriété sur eux, ne se rencontrent pas en Grèce, car elles impliqueraient que ces personnes seraient considérées comme des objets de droits, c'est-à-dire des esclaves. De tels actes sont même interdits par la loi.

"L'article 351 (1) du nouveau Code pénal, relatif à la prostitution (traite des personnes) contient les dispositions suivantes :

"I. Quiconque aura, en vue de satisfaire les passions d'autrui :

"a) Embauché ou détourné, même avec son consentement, une mineure en vue de la prostitution,

"b) Embauché ou détourné, par la violence, la fraude, les menaces, la contrainte ou l'abus d'autorité ou toute autre mesure de coercition, une mineure en vue de la prostitution,

"c) Retenu, par ces moyens, une femme contre sa volonté, dans une maison de tolérance ou obligé, une femme à se livrer à la prostitution, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende, sans préjudice des peines plus fortes, s'il y échet.

"Le deuxième paragraphe de l'article 324 du Code s'applique également à la matière :

'Si le délinquant a commis l'acte dans un esprit de lucre ou en vue d'employer le mineur à des fins immorales, il sera puni d'un emprisonnement de dix ans au plus.'

"4. et 5. Le Gouvernement grec a ratifié la Convention internationale relative à l'esclavage, signée à Genève en 1926, par l'article 1 de la Loi n° 4473/1930; l'article 2 de la même loi prévoit des peines très sévères en cas de violation de l'article 1 de ladite Convention. Le texte de l'article 2 est reproduit plus haut.

"Le nouveau Code pénal grec est entré en vigueur le 1er janvier 1951 (Loi n° 1492/1950), l'article 322 interdit de saisir un individu en vue de le réduire en esclavage, l'article 323 interdit le commerce des personnes en vue de les réduire en esclavage, et également le commerce et le transport d'esclaves et de serfs. Il n'y a pas eu lieu jusqu'ici, d'appliquer ces articles. Les textes de ces deux articles (322 et 323) du nouveau Code pénal grec ont été cités plus haut.

- b) Documentation provenant des institutions spécialisées : néant
- c) Documentation provenant d'organisations non gouvernementales : néant

24. GUATEMALA

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.68.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :
OIT : "Les populations autochtones", pages 393, 418, 550 à 553.
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

25. HAÏTI

- A. Documentation communiquée antérieurement : pas de réponse gouvernementale antérieure.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse du gouvernement :
"Le Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures de la République d'Haïti a transmis au Secrétaire général en date du 18 août 1953 les informations suivantes relatives au Questionnaire concernant l'esclavage et la servitude.

"1. 'L'esclavage tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention de 1926 a été aboli sur tout le territoire de la République dès la proclamation de l'Indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804.'

"2. 'La traite des esclaves a été interdite en Haïti comme conséquence de la proclamation de l'Indépendance du pays.'

"3. a) Non".

"3. b) Non".

"3. c) Non".

"3. d) Non".

"3. e) Comme dans tous les pays où le niveau de vie à la campagne est sensiblement inférieur à celui des villes, il existe en Haïti une habitude assez ancienne consistant pour les paysans à placer leurs enfants comme domestiques chez des citadins. Mais cette pratique n'a pas pour but d'asservir en quelque sorte ces enfants, mais de leur procurer des facilités d'éducation et un bien-être dont ils seraient privés s'ils demeuraient dans leur famille généralement pauvre."

"3. f) Cette pratique n'existe pas en Haïti".

"3. g) Cette pratique ne se rencontre pas en Haïti".

"4. Aucune des situations signalées n'existe en Haïti; il n'a pas été nécessaire d'adopter une législation pour les réglementer ou les réprimer."

"5. 'Voir réponse à la question précédente'."

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
néant

26. HONDURAS

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.13.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du gouvernement :

"En réponse au Questionnaire le Ministre des affaires étrangères tient à informer le Secrétariat qu'aucune des formes d'esclavage définies à l'article premier de la Convention internationale relative à l'esclavage n'existe dans la République du Honduras, l'esclavage ayant été aboli en 1821 au moment de l'accession à l'indépendance.

"La Constitution fédérale de l'Amérique centrale, de 1824, dispose que 'dans la République, les hommes sont tous libres. Toute personne qui jouit de la protection des lois de la République ne peut être esclave, et la qualité de citoyen est déniée à toute personne qui se livrerait au trafic des esclaves'. Par la suite, les Constitutions politiques de la République du Honduras ont maintenu ce principe. La Constitution de 1936 garantit à tous les habitants, qu'ils soient nationaux ou étrangers, l'inviolabilité de la vie humaine, la sécurité individuelle, la liberté, l'égalité devant la loi et la propriété, droits qui manifestement ne peuvent être l'apanage de personnes ou de groupes de personnes soumises à l'esclavage."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

27. ISLANDE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.2.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
- a) Réponse complémentaire du gouvernement :

"Le Ministre des affaires étrangères ... a l'honneur de déclarer que le Questionnaire ... ne saurait en aucune façon s'appliquer à l'Islande. Le Ministère n'a donc rien à ajouter à ses précédentes lettres des 5 mai 1950 et 23 avril 1952."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

28. INDE ^{1/}

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.70 et E/AC.33/R.11, pages 21 à 26.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Les Gouvernements de Bilashpur, Andaman, Bhopal, Himachal, Pradesh, Vindhya Pradesh, Madhya Pradesh, Assam, Delhi, Tripura, Travancore-Cochin, Manipur, Kutch, Saurashtra, Rajasthan, Jammu et Cachemire, Hyderabad et Mysore n'ont pas d'autres renseignements à fournir en réponse aux observations présentées par le Comité spécial de l'esclavage.

Les observations des Gouvernements des autres Etats sont les suivantes :

28 (1) BOMBAY

"En réponse aux observations du Comité spécial de l'esclavage le Gouvernement de Bombay a fourni des renseignements détaillés au sujet de la législation suivante qui a été promulguée par ce Gouvernement pour faciliter la répression de l'esclavage et de la servitude dans cet Etat :

- "(i) The Bombay Prevention of Prostitution Act, 1923;
- "(ii) The Bombay Devadasi Protection Act, 1934;
- "(iii) The Bombay Harijan (Removal of Social Disabilities) Act, 1946;
- "(iv) The Bombay Harijan Temple Entry Act, 1947; et
- "(v) The Bombay Tenancy and Agricultural Lands Act, 1948.

^{1/} Les renseignements transmis par le Gouvernement de l'Inde sont donnés par régions.

- "(i) Cette loi interdit le racolage dans toute rue ou endroit public ou endroit fréquenté par le public, et également l'exercice de la prostitution au voisinage de tout édifice consacré au culte, établissement d'enseignement, jardin public, cinéma, théâtre et autres endroits publics. La loi prévoit également qu'on écartera les prostituées de toute maison, chambre ou local dans lequel elles exercent leur commerce (prostitution ordinaire). La loi interdit et punit le fait de vivre des revenus de la prostitution, l'importation de femmes et de jeunes filles en vue de la prostitution, leur détention illégale à cette fin, ainsi que le proxénétisme. La loi considère également comme un délit le fait pour le gérant de tout lieu public de plaisirs ou de divertissements de permettre sciemment à des prostituées de rester dans ce lieu pour y exercer leur commerce.
- "(ii) Cette loi interdit de consacrer des jeunes filles comme Devdasis.
- "(iii) En vertu de (iii), les personnes qui imposent des restrictions aux Harijans ou qui agissent de manière à prendre des mesures discriminatoires contre eux uniquement parce qu'ils sont des Harijans en ce qui concerne les lieux visés aux alinéas i), iii), iv), v) et vi) ou tout moyen de transport visé au paragraphe ii) de la section b) de l'article 3, sont passibles d'emprisonnement et d'amende aux termes de l'article 7 de la loi. En vertu de (iv), le délit est devenu 'cognizable' c'est-à-dire que le délinquant peut être arrêté sans mandat d'arrêt aux termes de l'article 6 de la loi. Les personnes qui empêchent les Harijans d'exercer un droit à eux conféré par la loi ou qui molestent les Harijans dans l'exercice de leurs droits relatifs à l'accès aux temples ou qui s'opposent directement ou indirectement ou essaient de s'opposer à l'exercice de ce droit sont passibles d'emprisonnement et d'amende. En ce qui concerne (v), l'article 9 de The Bombay Tenancy and Agricultural Lands Acts de 1948 interdit au propriétaire de percevoir le loyer sous forme de services ou de travail fourni par le

locataire. Avant l'entrée en vigueur de la loi ces formes de louage étaient très répandues dans les villages soumis à des régimes fonciers tels que les régions Jagirdari, Talukdari, Khoti, etc. Si un propriétaire contrevient à cette disposition, il est passible d'une peine en vertu de l'article 81 de la loi.

Ce délit est cognizable au sens indiqué plus haut et la peine prévue est une amende qui peut atteindre jusqu'à 1000 roupies.

"L'abolition du régime Hali dans le district de Surat a été réalisée à la suite d'un accord officieux entre les représentants des Halis et des Dhanyamas. On n'a pas considéré qu'une législation fût nécessaire. L'accord prévoit des salaires minima à la fois en espèces et en nature en distinguant entre les hommes, les femmes et les enfants et selon les différents travaux et il prévoit aussi le nombre d'heures de travail, les heures supplémentaires et les autres conditions de service. Le salaire minimum fixé par l'Accord est de 1 roupie, 2 annas en espèces par jour pour les travailleurs itinérants et de 300 roupies par an payables en acomptes mensuels de 25 roupies pour les hommes dont le salaire est fixé par année. Ces minima dépassent le salaire minimum de 1 roupie par jour, attribué aux travailleurs occasionnels et le salaire de 275 roupies par an attribué aux travailleurs qui sont attachés au service de leurs créanciers (attached labourers), salaires recommandés par le Hali Labour Inquiry Committee (Comité chargé d'enquêter sur le travail des Halis). En vue de régler tout différend que pourrait soulever l'application des conditions de l'accord, le Gouvernement a chargé le contrôleur (Collector) de Surat d'instituer des Panchayats (comités) composés chacun de deux représentants des travailleurs et de leurs maîtres dans tous les villages où le système Hali est en vigueur. Ces Panchayats ont été établis.

Parmi les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer la condition des Halis du district de Surat figurent les trois projets suivants qui ont été approuvés par le Gouvernement :

- "(i) Organisation de sociétés à buts multiples destinées à leur fournir des services financiers pour la vente de produits agricoles, la fourniture d'installations domestiques, l'encouragement des industries artisanales et de l'épargne;
- "(ii) Mise à leur disposition de maisons par des sociétés coopératives de logements. Dix sociétés ont été organisées en application de ce plan. Le plan prévoit l'attribution de :
 - "a) Un prêt sans intérêt de 400 roupies par logement;
 - "b) Une subvention de 100 roupies par logement pour le coût de la construction;
 - "c) Une subvention de 1000 roupies par société pour forer des puits servant à fournir de l'eau potable, cette subvention n'étant accordée que s'il n'y a pas d'eau potable ni d'emplacement pour les sociétés;
 - "d) Une subvention accordée aux sociétés qui emploient un inspecteur à 100 roupies par mois pendant deux ans et trois secrétaires à 50 roupies par mois pendant cinq ans;
 - "e) La fourniture à moitié prix de matériaux de construction, tels que le bois et les bambous ainsi que de terrains inoccupés du Gouvernement pour la construction de gaothans (maisons) au tarif de la concession.
- "(iii) Organisation d'une fédération pour contrôler et coordonner les sociétés de distribution commerciale pour lesquelles le Gouvernement a approuvé l'aide suivante :

- "a) Subvention égale au traitement du Directeur et de deux employés pendant les cinq premières années.
- "b) Subvention de 50 roupies par mois pendant les trois premières années pour faire face aux frais de direction.

En outre, des terrains à bâtir convenables ont été prévus pour permettre aux travailleurs agricoles de construire leurs cabanes, et le Gouvernement se préoccupe tout particulièrement de leurs besoins. Le Comité chargé de l'amélioration de l'habitat rural (Village Improvement Committee) a également entrepris un projet pour :

- "(i) Donner une instruction technique aux Halis dans le district de Surat; et
- "(ii) Développer l'apiculture pour laquelle le Gouvernement octroie des subventions.

"Le Gouvernement a également approuvé dans le cadre du programme de reconstruction de l'après-guerre un projet prévoyant une assistance financière pour organiser des sociétés coopératives agricoles. Le projet est en cours d'exécution dans le district de Surat et dans d'autres districts de cet Etat. Des instructions ont été données au Backward Class Welfare Officer (Inspecteur chargé du bien-être des enfants arriérés) pour qu'il s'occupe plus particulièrement des besoins des garçons Dubla et qu'il les prenne dans les Backward Class hostels (Foyers des enfants arriérés) en aussi grand nombre que possible. Le Gouvernement examine actuellement le problème qui consiste à trouver un emploi aux Halis pendant la morte-saison autant que possible au moyen d'un programme coordonné de travaux publics."

"23 (ii) COORG

"Le travail forcé ou obligatoire a été défini comme 'tout travail ou service qui est exigé de toute personne sous la menace d'une sanction quelconque et que ladite personne n'a pas proposé de faire volontairement'. Le travail forcé défini ci-dessus n'existe plus dans le Coorg depuis le 31 mars 1931. Des mesures ont déjà été prises par le Gouvernement de l'Etat pour abolir le travail forcé ou obligatoire et pour supprimer la disposition offensante qui se trouvait dans le Revenue Manual relatif au service appelé Itty Bitty.

"A l'heure actuelle les ouvriers sont libres de quitter leur emploi et les employeurs ne peuvent les contraindre à travailler. Bien que The Payment of Wages Act permette le paiement d'avances sur les salaires, les travailleurs ne sont pas obligés d'en rembourser le montant sous forme de travail. Dans le cas où leurs avances ne leur sont pas remboursées, les employeurs doivent s'adresser au tribunal civil pour le recouvrement de leur créance. On n'a relevé l'existence de travail forcé ni au cours de l'enquête sur le coût de la vie et le niveau de vie des travailleurs des plantations ni au cours de l'enquête sur le travail agricole. La Constitution de l'Inde garantit aussi une protection légale contre le travail forcé et le fait d'extorquer du travail forcé est un délit qui est puni par l'article 374 du Code pénal indien. Le Gouvernement de l'Etat est aussi en train de prendre des mesures pour donner à cette disposition une large publicité en vue de mettre fin à toutes espèces de travail forcé, s'il en existe".

"28 (iii) MADHYA BHARAT

"Les renseignements déjà fournis par le Gouvernement de cet Etat en réponse au Questionnaire de l'ONU relatif à l'esclavage et à la servitude ont trait à l'ensemble du pays de Madhya Bharat et il n'y a pas lieu de distinguer entre les territoires non autonomes et les territoires métropolitains.

"Le Madhya Bharat Begar (Forced Labour) Act n'a pas encore pris effet dans l'Etat et c'est par suite d'une inadvertance qu'on avait annoncé le contraire dans la réponse précédente. Toutefois cette loi a été en vigueur dans les territoires de l'ancien Etat Dhar, qui a maintenant fusionné avec le Madhya Bharat.

"A notre connaissance aucune des pratiques de prostitution de femmes et d'enfants visées par la question n° 3 g) de l'ancien questionnaire, pratiques impliquant l'exercice d'un droit de propriété sur ces êtres, n'est très répandue dans une partie quelconque du pays.

"Depuis cette date, le système des Zamindaris et des Jagirs a été supprimé dans l'Etat.

"En ce qui concerne la liste des documents demandée par le Comité spécial, on trouvera ci-inclus un exemplaire de The Dhar State Slavery and Forced Labour Prohibition Act (Loi de l'Etat Dhar sur l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé) ainsi qu'un exemplaire de la loi de Madhya Bharat Harijan Removal of Disabilities Act de 1949, avec les amendements à ces lois. ^{1/}

"Le Gouvernement de l'Etat accueillerait avec reconnaissance les suggestions éventuelles qui pourront lui être faites par l'Organisation des Nations Unies."

"28 (iv) MADRAS

"Dans l'Etat de Madras le travail forcé est répandu dans certains villages et consiste à :

- "(i) porter d'un village à l'autre les bagages des fonctionnaires en tournée d'inspection.

^{1/} Conformément à la résolution 593 (VI) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la réduction de la documentation, ces documents ne sont pas reproduits ici; mais ils sont à la disposition de ceux qui désirent les consulter.

"(ii) Fournir gratuitement des pots d'eau chaude aux fonctionnaires en tournée d'inspection, et

"(iii) Entretien des chemins forestiers.

"Le Gouvernement de l'Etat a depuis donné des ordres pour interdire ces pratiques répréhensibles. Il a jugé qu'il était inutile d'adopter une législation pour interdire le travail forcé, étant donné que cette pratique n'existe pas à l'heure actuelle dans cet Etat."

"28 (v) ORISSA

"Les travaux forcés et obligatoires ont disparu et personne n'a plus l'obligation légale de servir une personne quelconque. Toutefois, en pratique, dans certaines parties du pays, des gens pauvres sont au service de leurs voisins riches, tels que les chefs de village, pour une durée déterminée, et pour une rémunération inférieure à la normale, ceci en raison de leur endettement. Ils sont libres en vertu de la loi de quitter ce service à un moment quelconque, mais généralement ils ne sont pas en mesure de le faire en raison de leur pauvreté. Au demeurant de tels cas sont rares".

"L'esclavage, tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage, n'existe pas sous une forme grave, et n'est pas très répandu.

"Le servage, c'est-à-dire "l'occupation héréditaire de la terre accompagnée de service obligatoire" fourni au propriétaire n'existe pas non plus dans cet Etat. On trouve certaines formes traditionnelles de services volontaires non rémunérés dans la subdivision Kulu du district de Kangra, où ces services sont fournis soit au propriétaire soit au devta local. Cependant, ces services sont fournis en échange de dégrèvements de loyer consentis par le propriétaire, et dans le cas des devtas, ils ne sont pas exigés par la force, mais rendus volontairement par les locataires, pour le profit spirituel qu'ils espèrent en tirer. Dans le district de Simla et dans certaines régions du district de Kangra, on a pratiqué, d'une manière ou d'une autre, l'achat des épouses et la dévolution des veuves à l'héritier du mari défunt, ou à d'autres membres de la famille, mais ces transferts se sont toujours effectués avec le consentement de la femme, et il est très rare qu'une femme ait été contrainte à épouser un homme qu'elle n'a pas choisi. Ces pratiques sont en cours de régression depuis que l'enseignement se généralise et que la condition économique des paysans dans les districts des collines s'améliore.

"Depuis l'échange de populations dans l'Etat de Pendjab après la séparation, la prostitution organisée n'existe plus maintenant dans cet Etat, mais des maisons de prostitution gérées par des compagnies privées existent un peu partout dans les grandes villes. Dans tous ces établissements, les femmes ne sont généralement pas forcées de se livrer à la prostitution, et reçoivent leur part des bénéfices illicites qui sont retirés de ce commerce.

"Il n'existe pas de système de servitude en paiement d'une dette.

"Eu égard aux conditions que l'on vient de décrire, on n'a pas jugé nécessaire de prendre des dispositions législatives spéciales visant à combattre l'esclavage ou le servage, quelle qu'en soit la forme, la traite des esclaves ou les autres formes de servitude analogues à l'esclavage. La loi sur le trafic immoral de femmes et d'enfants (Immoral traffic in women and children Act) et les

dispositions du Pundjab Municipal Act relatives à la prostitution et aux maisons de prostitution fournissent les garanties nécessaires.

"Le begar, ou travail forcé, était, il y a de nombreuses années, assez répandu dans les régions rurales, mais, grâce à des instructions formelles publiées par le Gouvernement, c'est une pratique qui est maintenant en régression sensible, et de toute façon, à l'heure actuelle, nul fonctionnaire n'accepte de travail forcé.

"Les autorités ont eu connaissance de certains cas où des personnes du Pendjab avaient acheté des femmes venues d'autres provinces, parce que les femmes sont peu nombreuses au Pendjab, mais lorsque de telles ventes ont eu lieu en fraude ou sans le consentement de la femme, la police prend généralement des mesures conformément aux dispositions du droit criminel de l'Etat.

"La réponse du Gouvernement à la question N° 3 a), b) et c) relative à l'esclavage et à la servitude, telle qu'elle apparaît dans le document E/AC.33/10/Add. 70 peut être remplacée par ce qui suit :

"3 a) Servage. N'existe pas.

"Les fermages grevés d'une charge de service ne constituent pas des exemples de servage; il s'agit en effet d'octroi de terrains en échange des services publics ou privés. Pour de tels fermages, les modalités de location font l'objet de dispositions de la section 181 du B.T. Act et de la section 77 du C.N.T. Act. Quand les services à rendre sont de caractère public, comme c'est le cas pour les terres Choukidari ou Goraiti, le locataire peut conserver la terre tant qu'il fournit les services. Quand il s'agit de services de caractère privé, le propriétaire peut reprendre la terre lorsqu'il n'a plus besoin de ces services.

"b) Formes traditionnelles de service involontaire non payé imposé par des propriétaires fonciers et d'autres personnes employant de la main-d'oeuvre:

"Le système de travail forcé a presque totalement cessé d'exister dans le Bihar. Cette pratique était autrefois largement répandue dans le district de Hazaribagh, mais le rapport de 1947-48 de la Land Revenue Administration indique que le Begari (travail forcé) a disparu. Pour les locations de terres, les conditions impliquant une servitude ont été abolies au cours des opérations

de redistribution. Si le propriétaire reçoit une somme supérieure au loyer déclaré, il est passible de peines prévues à la section 63 du Chotanagpur Tenancy Act ou à la section 75 du Bihar Tenancy Act.

"c) Servitude en paiement d'une dette : Connue sous le nom de Kamiauti, elle était principalement répandue dans les districts de Palamau et de Hazaribagh. La forme habituelle de cette pratique était la suivante : le propriétaire accordait un prêt à un ouvrier agricole, auquel il demandait en échange de travailler pour lui à un salaire très bas. Afin d'éviter les excès auxquels ce système peut conduire, le Bihar and Orissa Kamiauti Agreements Act a été voté (1920), aux termes duquel un accord de ce genre ne peut être conclu pour plus d'un an. Cet accord doit faire l'objet d'un acte écrit et enregistré, et fixer pour le salaire un montant équitable. La dette et l'intérêt seront normalement annulés à la fin de l'année. En fait, le système Kamiauti a presque complètement cessé d'exister, sauf dans certaines régions isolées. L'application du Kamiauti Agreement Act est assurée par les fonctionnaires chefs de districts (District Officers) et les fonctionnaires du Département du travail qui prennent des mesures appropriées lorsqu'il y a violation de cette loi."

28 (vii) UTTAR PRADESH

"Nulle pratique restreignant la liberté individuelle ou tendant à réduire par la contrainte une personne à un état de servitude n'existe dans aucun des territoires soumis à l'administration du Gouvernement. Il y a quelque temps, la pratique du Begar était répandue dans certains secteurs ruraux. Mais en 1947, le Gouvernement a voté une loi appelée Removal of Social Disabilities visant à réprimer cette pratique. Les autorités de district ont reçu de temps en temps du Gouvernement des instructions destinées à faire appliquer les dispositions de ladite loi et leur recommandant formellement de prendre des sanctions chaque fois qu'un cas de travail forcé ou d'asservissement se produirait. Les autres pratiques indiquées dans le Questionnaire n'existent pas. Grâce à l'application de la législation susmentionnée, la pratique du Begar a presque totalement disparu."

28. (viii) BENGAL OCCIDENTAL

"Dans le district de Bankura, il arrive que de gros exploitants paient insuffisamment leurs ouvriers.

"Dans le district de Jalapaiguri les Adhiars, cultivateurs qui ont droit à une moitié de la récolte, sont tenus de fournir certains services à leurs Jotedars à l'occasion de certaines fêtes et cérémonies. Dans le même district, les Jotedars prêtent souvent de l'argent à des ouvriers et les obligent à travailler sans rémunération pour une période de temps déterminée. C'est généralement lorsqu'il veut prendre femme qu'un ouvrier a recours à un tel système de prêt.

"Il n'existe pas de loi particulière qui permette de faire complètement disparaître ces pratiques. En ce qui concerne la main-d'oeuvre agricole, on espère fermement que l'application du Minimum Wages Act contribuera beaucoup à la suppression de ces abus".

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :

BIT : "Les populations aborigènes" pages 493, 494, 495, 496, 497 et 683

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :

Indian Council of World Affairs :

"NOTE SUR L'ESCLAVAGE ET LE TRAVAIL FORCE EN INDE

"SITUATION JURIDIQUE : Dans la Constitution de l'Inde, l'article 23 du chapitre sur les droits fondamentaux interdit le trafic d'êtres humains, le begar et autres formes analogues de travail forcé. Le Code pénal de l'Inde contient également des dispositions interdisant l'esclavage et le travail forcé. Le travail forcé était permis sous une forme atténuée par le Criminal Tribes Act, 1924 mais cette loi a été abrogée en 1952 par le Criminal Tribes Law (Repeal) Act, 1952 (No XXIV de 1952). Selon la législation primitive, les gouvernements provinciaux étaient habilités à créer des établissements industriels, agricoles ou disciplinaires destinés aux tribus criminelles. La loi permettait également aux gouvernements des provinces de créer des écoles industrielles et agricoles et des établissements de réforme pour les enfants appartenant à ces tribus. Au bout de quelque temps, les gouvernements des Etats de Bombay et de Madras ont remplacé

cette loi par l'Habitual Offenders Act (loi sur les délinquants d'habitudes) ; en 1949, un Comité désigné par le Gouvernement de l'Inde a recommandé d'abroger la loi et de la remplacer par le Central Act for Habitual Offenders (Loi générale sur les délinquants d'habitudes). A la suite de cette recommandation, le Criminal Tribes Laws (Repeal) Act a été voté en mars 1952.^{1/} Cette loi disposait que le Criminal Tribes Act, de 1924, et toutes les autres dispositions législatives qui y correspondaient dans les différents Etats ou régions de ces Etats, seraient abrogés au 31 août 1952. Depuis l'adoption de cette mesure, des lois sur les délinquants d'habitudes (Habitual Offenders' Acts) ont été adoptées par les Etats de Pendjab, Mysore, Rajasthan et Uttar Pradesh.

"MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT : A la suite de l'adoption en 1930 par la Conférence internationale du Travail de la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire, les deux Chambres du Parlement de l'Inde ont adopté en 1931 une résolution aux termes de laquelle le projet de convention concernant le travail forcé ne pourrait être ratifié que s'il était modifié de façon à ne pas s'appliquer au travail forcé exigé en exécution du Criminal Tribes Act, de 1924, du Good Conduct Prisoners's Probational Release Act et autres lois analogues en vigueur aux Indes. Les Chambres ont recommandé également au Gouvernement de l'Inde d'appliquer le plus tôt possible toutes les autres dispositions de la Convention, de même que les recommandations relatives au travail forcé. Le Gouvernement de l'Inde a fait sienne cette résolution, et a prié les différents gouvernements des provinces de reviser les lois en question afin de faire disparaître au plus tôt toutes les formes de travail forcé. De son côté, le Gouvernement de l'Inde a amendé le Bengal Regulation de 1806, et certaines lois sur le revenu foncier (Land Revenue Acts), de façon à faire cesser la pratique du travail forcé par les particuliers et par les propriétaires fonciers.

^{1/} Gazette of India, Extraordinary, Part II, Section 1, 6 mars 1952, p.111.

Certains gouvernements des provinces ont publié des instructions administratives visant à interdire le recours au travail forcé par les fonctionnaires itinérants. A la demande du Gouvernement central de l'Inde, un grand nombre des Etats de l'Inde ont également pris des mesures d'ordre législatif en ce qui concerne le travail forcé.^{1/}

"Le Gouvernement de l'Inde a nommé, en 1948, un fonctionnaire spécial chargé d'étudier les différentes lois relatives au travail forcé, ainsi que toute la documentation sur la question, et de soumettre un rapport indiquant jusqu'à quel point la législation actuelle est inopérante pour la répression du travail forcé et quelles sont les mesures d'ordre administratif ou législatif qui seraient appropriées à cette fin. Ce fonctionnaire a récemment présenté son rapport. Se fondant sur les recommandations qui y sont contenues, le Gouvernement central de l'Inde a prié les gouvernements des Etats d'étudier la suppression, dans certaines lois ou actes législatifs actuellement en vigueur, des dispositions favorables au maintien du travail forcé.

"De plus, au cours d'une enquête sur la main-d'œuvre agricole, le Gouvernement de l'Inde a rassemblé une documentation sur les diverses formes de travail forcé que l'on peut observer dans les différentes parties du pays. Lorsque cette documentation détaillée aura été étudiée, on examinera la question de savoir s'il est désirable de formuler une nouvelle législation pour faire disparaître ce mal.

"Les renseignements obtenus révèlent que, si dans les villages pris comme échantillons dans l'Assam, Madhya Pradesh, le Bengale occidental, Haïderabad, Mysore, Saurashtra, Travancore-Cochin et dans les Etats classés dans la Partie "C", on n'a relevé aucun cas de begar (travail forcé), dans 74 villages pris comme échantillons dans différents Etats, on a relevé diverses formes de travail forcé. Il se présentait sous la forme d'obligations contractuelles, selon lesquelles les intéressés étaient tenus de rester au service du même employeur jusqu'au

^{1/} Indian Labour Year Book 1947-48 (Annuaire du travail de l'Inde), publié par le Manager of Publications, Civil Lines, Delhi, page 204.

paiement du prêt consenti, avec ou sans intérêt, ou encore il consistait à employer de façon permanente, en leur donnant un salaire très bas, des ouvriers originaires de certaines classes inférieures ou de tribus aborigènes, qui n'étaient pas libres de travailler pour d'autres employeurs. Il en résultait un sous-emploi permanent et des inégalités d'ordre social. Dans certains cas, non seulement l'ouvrier, qui était lié par un contrat, mais encore tous les autres membres de sa famille devaient travailler sur la terre du propriétaire, sans aucune rémunération ou avec un salaire purement nominal. D'après ce rapport, l'abolition des Zamindari par la plupart des gouvernements d'Etat, et les autres mesures analogues adoptées par les gouvernements d'Etats et le Gouvernement central ont contribué à faire graduellement disparaître le begar ou travail forcé.^{1/}

Union mondiale des organisations féminines catholiques : "1. En Inde, il existe des ashrams ou foyer féminins d'accueil pour abriter en principe les femmes pauvres et les veuves. En réalité, certains de ces foyers s'avèrent des chausse-trappes pour prendre les victimes de la traite (Bulletin of the National Council of Women in India. Sept. Octobre 1952)

"A Rawain (Inde), il existe un trafic régulier avec les marchands de Delhi, Cawnpore, Dehra Dun, Saharanpur, Muzaffarnagar, Amritsar, Lucknow."

1/ Agricultural Wages in India. Vol. I, pp. viii x 47. The Manager of Publications, Civil Lines, Delhi, 1952.

29. INDONESIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents E/AC.33/10/Add.57 et Add.89 et E/AC.33/R.11, page 47.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : Néant.

30. IRAN

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.61.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"La délégation permanente de l'Iran ... a l'honneur d'informer le Secrétaire général que la législation iranienne est conforme, dans l'ensemble, aux principes fondamentaux énoncés dans le rapport du Comité des experts et celui du Secrétaire général."
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : Néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : Néant.

31. IRAK

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.62.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Renseignements communiqués le 7 décembre 1953 par le Ministre des affaires étrangères au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"1. L'esclavage, tel qu'il est défini à l'article premier de la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage n'existe dans aucun des territoires soumis à l'administration du Gouvernement de l'Irak.

"2. La traite des esclaves, telle qu'elle est définie à l'article premier

de la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage, n'existe dans aucun des territoires soumis à l'administration du Gouvernement de l'Irak.

"3. Aucune pratique qui restreigne ou qui tende à réduire par la contrainte une personne à un état de servitude n'existe dans aucun des territoires soumis à l'administration du Gouvernement de l'Irak.

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : Union mondiale des organisations féminines catholiques : "1. Il en va ainsi des prostituées des quartiers réservés et de la plupart des maisons de débauche soumises au contrôle policier. Les prostituées ne peuvent quitter ces quartiers, ou ces maisons, ou ce métier, sans autorisation préalable. Les formalités à la sortie sont plus compliquées qu'à l'entrée.

"Extrait du Baghdad Penal Code. Règlement No 33 de 1943"

"Article 5. 'La fréquentation des maisons de tolérance peut avoir lieu entre 15 heures et 23 heures. Une prostituée ne doit pas s'absenter de la maison de tolérance après 15 heures'.

"Article 9. 'Une prostituée ne doit pas quitter un local pour un autre sans autorisation du fonctionnaire administratif de Liwa'.

"Article 13. 'Une prostituée qui vient à se repentir peut s'adresser au Ministre ou au fonctionnaire de l'Administration pour demander la suppression des restrictions qui lui ont été imposées'.

"En résumé :

"Pour entrer dans la maison de tolérance, il ne faut qu'une déclaration d'identité par le proxénète et une photographie de la pensionnaire.

"Pour quitter momentanément une maison de tolérance, il faut choisir un temps en dehors des heures de 'travail'.

"Pour changer de patron, il faut la permission d'un fonctionnaire.

"Pour changer de métier, il faut la permission d'un Ministre."

"2. En IRAK, il n'existe pas de protection de la femme et de l'enfant. Des rapports disent que les jeunes orphelins peuplent les maisons de tolérance.

"3. En IRAK, les artistes étrangères sont parfois importées des pays balkaniques par des recruteurs aidés d'agences spéciales."

32. ISRAEL

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.41.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements communiqués le 16 septembre 1953 par le Ministre des affaires étrangères d'Israël au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Les réponses au questionnaire sont les suivantes :

"Questions 1, 2 et 3 : Non.

"Question 4 : a) L'article 64 du Code ottoman de procédure civile ne reconnaît la validité des contrats et des obligations que s'il ne sont pas interdits par la loi et ne sont pas contraires 'à la morale publique ou à l'ordre public'. En conséquence, toute obligation tendant à réduire par la contrainte une personne à un état de servitude sous quelque forme que ce soit ou à lui imposer un service forcé est illégale et nulle.

"b) En vertu de l'article 261 de la Criminal Code Ordinance de 1936, toute personne qui oblige illégalement une autre personne à travailler 'contre sa volonté' commet un délit puni d'un an de prison.

"c) La Females (Contract of Employment) Ordinance (décret relatif au contrat de travail des femmes) de 1936 déclare nul et non avenu tout contrat en vertu duquel une personne du sexe féminin âgée de moins de 17 ans s'engage à fournir un service domestique pendant une période supérieure à un an ou en vertu duquel il est convenu que la rémunération due pour ce service sera versée à une tierce personne.

"d) En vertu de l'article 6 de la Law of Procedure (Amendment) Ordinance du décret relatif à l'amendement à la Loi de procédure de 1934, l'Attorney General (Procureur général) peut comparaître et être entendu au cours de tout procès s'il lui semble 'qu'il est porté atteinte ou qu'il peut être porté atteinte à un droit ou à un intérêt publics, ou qu'un droit ou un intérêt publics sont en jeu ou peuvent être en jeu.' Depuis la création de l'Etat d'Israël, l'Attorney General intervient dans tous les procès où se trouvent impliqués des droits ou intérêts des mineurs, des aliénés, des absents et de toute personne non représentée.

"e) On trouve encore en vigueur chez les musulmans et dans d'autres groupes orientaux de la population la coutume selon laquelle le mari verse une dot à son épouse ou, lorsque l'épouse est jeune, au père ou au tuteur de celle-ci. Pour éviter que cette coutume n'entraîne l'assujettissement des jeunes filles à des époux qu'elles n'ont pas choisis, une loi sur l'âge requis pour le mariage a été promulguée le premier août 1950. Cette loi a porté de quinze à dix-sept ans l'âge minimum requis pour le mariage des jeunes filles et a aboli un certain nombre de dispositions que l'époux pouvait précédemment invoquer pour sa défense en cas de contravention.

"f) La Criminal Code Ordinance de 1936 contient un certain nombre de dispositions relatives aux outrages aux moeurs, tendant à supprimer la prostitution des femmes et des enfants. Toute personne qui tient ou dirige une maison de prostitution ou aide à tenir ou à diriger un tel établissement (art. 163 et 167), qui se livre au proxénétisme sous quelque forme que ce soit (art. 161 et 162), qui séquestre une femme, contre la volonté de celle-ci, à des fins immorales (art. 170) ou qui retient en sa possession les vêtements ou d'autres biens d'une femme afin de l'inciter ou de l'obliger à rester sur place aux mêmes fins (art. 171) ou qui laisse un enfant de deux à seize ans vivre dans une maison de prostitution ou fréquenter une telle maison (art. 170) commet un délit aux termes du décret précité.

"Question 5 : L'expérience a prouvé que les dispositions légales exposées en réponse à la question 4 et la compétence de la Cour suprême siégeant en tant que Haute Cour de Justice dans les procès où est invoqué le habeas corpus étaient une garantie suffisante contre toute tentative qui pourrait être faite pour réduire quiconque par la contrainte à un état d'esclavage ou de servitude incompatible avec les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

33. LIBAN

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.12.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Union mondiale des organisations féminines catholiques :

"Les recrues viennent sans méfiance de l'arrière-pays montagneux en se voyant offrir des emplois de domestiques bien rémunérés."

"La Fédération des femmes libanaises s'emploie à informer les prostituées que leurs dettes ne constituent pas légalement un empêchement à leur libération."

"On a trouvé des fillettes de 12 ans dans les maisons de prostitution."

34. LIBERIA

- A. Documentation communiquée antérieurement : Des renseignements de caractère historique figurent dans le document La répression de l'esclavage (Publications des Nations Unies, ST/SOA/4), Deuxième partie, section F.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant.

35. LUXEMBOURG

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.3.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant.

36. MEXIQUE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.54.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) :

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :
OIT : "Les populations aborigènes pages 393, 394, 419, 560
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Société anti-esclavagiste :

"Le Gouvernement du Mexique, pays où le régime du péonage a été très répandu ... a prévu dans son Code agraire que des groupes comptant au moins 20 personnes pourraient demander au Gouvernement des concessions agricoles collectives connues sous le nom de ejidos . De 1922 à 1934, sept millions et demi d'hectares ont été distribués sous forme d'ejidos. Un ejido comporte habituellement 10 hectares de terre se prêtant à l'agriculture et 80 hectares de pâturages. Le régime des ejidos devrait être appliqué dans tous les pays où existe le péonage."

Union mondiale des Organisations féminines catholiques . "Nous attirons l'attention sur un fait : non seulement le travail de la prostituée profite à beaucoup de gens sauf à elle-même, mais les divers impôts dont il est grevé constituent un véritable proxénétisme d'Etat."

On cite un exemple.

37. PAYS-BAS

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents E/AC.33/10/Add.28 et Add.82
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements communiqués le 10 novembre 1953 par le représentant

permanent des Pays-Bas au sujet du questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Ayant examiné sa réponse antérieure au Questionnaire de 1950 relatif à l'esclavage et à la servitude (E/AC.33/10/Add.28 et Add.82), le Gouvernement des Pays-Bas estime qu'en ce qui concerne les Pays-Bas et la Nouvelle-Guinée néerlandaise, il n'y a rien à ajouter aux renseignements déjà communiqués.

"Le Gouvernement des Antilles néerlandaises a fait savoir au Gouvernement des Pays-Bas qu'il désirait indiquer, en complément à sa réponse antérieure, qu'il maintient une étroite coopération avec les autorités de Surinam chargées de la lutte contre l'esclavage et la servitude."

Renseignement communiqué le 9 décembre 1953 par le représentant permanent des Pays-Bas au sujet du questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Le Gouvernement de Surinam a fait savoir au Gouvernement des Pays-Bas que sa réponse au questionnaire de 1950 relatif à l'esclavage et à la servitude devait être complétée comme suit :

"Si au paragraphe 3, alinéa e), du questionnaire, la notion de l'adoption est prise dans le sens de la reconnaissance juridique des enfants par des personnes autres que les parents, une telle exploitation n'existe pas dans le Surinam parce que, de même qu'aux Pays-Bas, les lois de Surinam ne prévoient pas l'adoption dans ce sens.

"On connaît, cependant, des cas où des familles ont pris et élevé des enfants dans l'intention d'utiliser ultérieurement leurs services, ou du moins partiellement dans cette intention. Cette pratique a donné lieu autrefois à des plaintes et une enquête a permis d'établir que dans certains de ces cas on pouvait estimer qu'il s'agissait d'exploitation des enfants.

" Toutefois, en raison des efforts déployés par la police des mineurs et par les travailleurs sociaux, ce mal a pratiquement disparu."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Union mondiale des Organisations féminines catholiques : "Aux Antilles néerlandaises, il y a un quartier réservé toléré à Seroe Rondo. Sur les registres de police, au 31 décembre 1949, il y avait 230 prostituées autochtones inscrites et 1636 prostituées étrangères importées par la traite des blanches. On relevait, parmi les autochtones, 32 mineures de 14 à 20 ans dont 8 de 14 et 15 ans d'âge."

38. NOUVELLE-ZELANDE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.26 et 91

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 6 janvier 1954 par le Ministre des affaires étrangères en ce qui concerne le Questionnaire relatif à l'esclavage et à servitude.

"Le Ministre regrette qu'il n'ait pas été possible de répondre à la note du Secrétaire général à la date du 30 novembre 1953 spécifiée dans cette note. Toutefois, le Gouvernement a pu maintenant achever de réexaminer sa réponse au Questionnaire (transmise dans ses notes en date du 12 septembre 1950 et du 25 juin 1952) et il estime qu'il n'y a pas lieu d'apporter des modifications ou des additions aux renseignements contenus dans ladite réponse."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

39. NICARAGUA

A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse du Gouvernement

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

40. NORVEGE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.7
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

41. PAKISTAN

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.44 et 74
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Le Gouvernement du Pakistan a transmis toute la documentation disponible, en même temps que les notes du Ministre des affaires étrangères No UN (A) - 3/77/50 en date du 10 novembre 1950 et No UN (I)---3/29/52 en date du 30 avril 1952."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

42. PANAMA

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.63.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

43. PARAGUAY

- A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse du Gouvernement
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

44. PEROU

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.52 et E/AC.33/R.14, page 123.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :
BIT : "Les populations aborigènes, pages 471, 480, 484
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

45. PHILIPPINES

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.67 et E/AC.33/R.11, pages 59 et 60
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

46. POLOGNE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Le questionnaire a été renvoyé sans réponse (E/AC.33/10/Add.16)
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

47. ARABIE SAOUDITE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse du Gouvernement. Voir E/AC.33/R.14, pages 91 et 92. Voir également le rapport de la Quatrième session de la Commission consultative d'experts de la Société des Nations, document C.188, M. 173. 1937. VI, Annexe 6.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Société anti-esclavagiste : "Arabie saoudite" : L'Empire ottoman prétendait exercer sa souveraineté sur la plus grande partie de l'Arabie, mais il est peu probable que le Sultan de Turquie ait véritablement exercé son autorité dans tous les territoires sur lesquels il était censé régner. En 1889, la loi abolit l'esclavage dans l'Empire ottoman. Cette loi s'appliquait théoriquement à une grande partie de l'Arabie, mais elle n'avait pas d'effet dans certains des pays d'Arabie. Après la défaite de la Turquie à la fin de la Première guerre mondiale (1914-1918), les colonies turques furent cédées aux principales Puissances alliées.

A la suite de cette guerre, le Hedjaz, sur le rivage oriental de la mer Rouge, pays où la souveraineté turque s'exerçait de façon certaine, devint un Royaume indépendant et l'une des premières mesures que prit le premier monarque, le roi Hussein, fut d'abroger la loi ottomane qui abolissait le statut de l'esclavage. Il alla même jusqu'à instituer un impôt de 10 pour 100 sur la vente des êtres humains. Finalement le roi Hussein fut défait par Ibn Saoud, roi du Nedjed, pays situé à l'est du Hedjaz ; le Hedjaz et le Nedjed furent finalement réunis sous sa domination en 1925, et prirent le nom d'Arabie saoudite.

"En Arabie saoudite, l'esclavage existe en tant que condition humaine, cela ne fait aucun doute. De nombreux Européens qui ont résidé en Arabie saoudite pendant les quinze dernières années, touchés de la condition dans laquelle vivent les habitants de ce pays, en ont témoigné dans leurs ouvrages. Eldon Rutter, qui a passé une grande partie de sa vie en Arabie saoudite, a déclaré ce qui suit dans son livre "The Holy Cities of Arabia" (Les Villes saintes d'Arabie), ainsi que dans une conférence qu'il a faite, devant la Royal Asian Society, à Londres, en 1933 : "L'esclavage existe partout en Arabie, excepté à Aden, et c'est une institution sociale considérée comme normale; je n'ai vu cependant qu'un seul marché d'esclaves où ces derniers étaient exposés sur une place publique comme des marchandises. C'était à La Mecque, dans une rue étroite appelée Souk el Abed. Dans tous les autres villes et villages, y compris dans les villes du golfe Persique, les esclaves ne sont pas vendus publiquement. Il existe dans certains endroits des marchands qui ont un certain nombre d'esclaves en stock ; ailleurs, ce ne sont que des courtiers, qui disposent de tout esclave qu'une personne aurait à vendre."

"Le colonel Gerald de Gaury, qui a reçu de hautes distinctions honorifiques du roi Ibn Saoud, écrit dans son livre "Arabian Journey" (Voyage en Arabie), publié en 1950 (page 89) : 'On vend encore des esclaves en Arabie saoudite... Le marché principal se trouve au Souk Al Suwaika, à La Mecque (Eldon Rutter en a publié une description); ils sont amenés des côtes d'Afrique en bateau à voile jusqu'au Yémen, d'où ils sont acheminés ensuite jusqu'à La Mecque.' Il signale qu'il a appris de source sûre que des jeunes garçons arrivaient encore sur la

côte Nekran du Béloutchistan et que des fillettes étaient amenées d'Alep en Syrie pour être vendues en Arabie. Ces dernières sources d'information sont officielles, mais il existe également des renseignements officiels qui confirment de façon indirecte l'existence de l'esclavage en Arabie saoudite.

"Le 2 octobre 1936, le roi Ibn Saoud a pris un décret intitulé 'Instructions concernant la traite des esclaves'. La première partie de ce décret interdit d'importer des esclaves en Arabie saoudite et de réduire en esclavage des personnes libres ; la deuxième partie donne aux esclaves des droits de protection contre leurs propriétaires, de même que le droit d'acheter leur liberté, reconnaissant par là l'existence de la condition servile. La troisième partie prévoit la nomination d'un Inspecteur des affaires d'esclavage et la délivrance de licences officielles pour l'exercice de la traite des esclaves. Au cours de la session du Comité spécial de l'esclavage, de même que pendant la préparation du rapport du Secrétaire général sur l'esclavage (E/2357), l'Organisation des Nations Unies a demandé à plusieurs reprises au Gouvernement de l'Arabie saoudite des renseignements concernant l'esclavage dans ce pays. Elle n'a jamais reçu de réponse à ces demandes de renseignements. Ce silence persistant permet de conclure que le Gouvernement de l'Arabie saoudite ne tient pas à révéler la situation existant à l'intérieur de ses frontières en ce qui concerne l'esclavage."

48. SUEDE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.32
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement

Renseignements transmis le 8 octobre 1953 par le Ministre des affaires étrangères, en ce qui concerne le Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Le Gouvernement suédois estime toujours que les renseignements précédemment communiqués correspondent de façon satisfaisante à son opinion sur ce sujet. En conséquence, je ne suis pas en mesure de fournir des renseignements supplémentaires."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

49. SYRIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.5
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
 - c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :
Union mondiale des organisations féminines catholiques : " Les institutions du Bon Pasteur, oeuvres d'accueil pour mineures des tribunaux, pour mineures abandonnées ou protégées, nous ont révélé de nombreux cas de trafic des fillettes qu'elles avaient recueilli".

On cite un exemple.

50. THAILANDE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents E/AC.33/10/Add.21 et E/AC.33/R.11; page 9, page 51.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement : Néant

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : Néant

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : Néant

Union mondiale des organisations féminines catholiques : "1. La prostitution réglementée est une survivance de l'esclavage légal là où il fut en principe aboli.

" Le fait est à peine dissimulé dans la Loi thaïlandaise contre les maladies vénériennes.

" Préambule : 'L'an 2451 de l'ère bouddhique Sa Majesté le roi Chulalongkorn, considérant que de nos jours trop de jeunes filles se conduisent en filles publiques, a ordonné la promulgation d'une loi contre les maladies vénériennes.

" Autrefois les proxénètes rachetaient au Procureur les filles esclaves et, après les avoir rassemblées en nombre suffisant, fondaient alors des maisons de prostitution...

" Aujourd'hui (parce que l'esclavage est aboli) des proxénètes réunissent ces filles (filles publiques) et fondent des maisons de prostitution dans différents districts' (Traduction française de Mme le Dr Pierra Vejjabul de Bangkok).

" On ne peut dire plus clairement que la prostitution réglementée est destinée à remplacer certaines prérogatives de l'esclavage légal.

" 2. Loi sur les maladies vénériennes.

" Article 17. 'Si la fille publique désire être transférée dans une autre maison de prostitution, elle ne peut le faire sans avoir obtenu une autorisation préalable de l'autorité'.

" Article 31. 'La fille qui quitte une maison de prostitution sans en avoir reçu préalablement l'autorisation de l'Autorité, sera punie d'une peine d'emprisonnement d'un mois au plus et d'une amende allant jusqu'à 20 ticaux ou de l'une seulement de ces deux peines'.

"Cet article attache la femme, pieds et poings liés à la tenancière. La femme devra endurer tous les traitements, jusqu'à ce qu'il plaise à l'Autorité de l'en délivrer, à condition encore qu'on lui permette de la prévenir.

"3. L'Etat perçoit un impôt quand il remet un permis de prostitution; mais ce permis est renouvelable tous les trois mois et s'élevait à 12 ticaux ces dernières années."

51. TURQUIE

- A. Documentation antérieurement communiquée : Voir le document E/AC.33/10/Add.49.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV): néant

52. REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

- A. Documentation antérieure : pas de réponse antérieure du gouvernement.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV): néant.

53. UNION SUD-AFRICAINE

- A. Documentation antérieurement communiquée : Voir les documents E/AC.33/10/Add.45 et 92.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV): néant.

53. ⁽¹⁾ SUD-OUEST AFRICAIN

- A. Documentation antérieurement communiquée : Voir document E/AC.33/10/Add.92, pages 3 et 4 et E/AC.33/R.14 page 48.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV): néant

54. UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

- A. Documentation antérieurement communiquée : Voir document E/AC.33/Add.51.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV): néant.

55. ROYAUME-UNI

A. Documentation antérieurement communiquée : Voir le document

F/AC.33/10/Add.5C. La réponse du Gouvernement porte sur les pays suivants :

Antilles :

Antigua, Bahamas, Barbades, Bermudes, Dominique, Grenade, Guyane britannique, Honduras britannique, Îles sous le vent, Jamaïque, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Trinité, Îles Vierges.

Méditerranée :

Chypre, Gibraltar et Malte.

Océan Pacifique et océan Indien :

Brunéi, Fidji, Hong-kong, îles du Pacifique occidental (îles Salomon britanniques, Îles Gilbert et Ellice et Tonga), Île Maurice, Sarawak, Seychelles, Singapour.

Afrique :

Colonie d'Aden, Côte de l'Or, Gambie, Kenya, Nigeria, Nyassaland, Ouganda, Rhodésie du Nord, Sierra-Léone, Somalie, Tanganyika, Zanzibar.

Autres territoires :

Bornéo septentrional, Îles Falkland, Fédération malaise, Ste Hélène.
Voir également les documents E/AC.7/SR.206 et E/SR.544.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) :

a) Réponse supplémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 3 septembre 1953 par le représentant permanent du Royaume-Uni au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

" Le Gouvernement de Sa Majesté a révisé ses précédentes réponses au Questionnaire et constaté que ces dernières décrivent la situation actuelle de manière complète et précise, de sorte que le Gouvernement de Sa Majesté n'a rien à y ajouter."

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant.

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :

Société anti-esclavagiste : "Protectorat d'Aden. Le Gouvernement du Royaume-Uni, en vertu de traités, est responsable de la protection des petites principautés d'Arabie situées sur le golfe Persique et sur la côte méridionale, ainsi que de leurs relations internationales, mais le Royaume-Uni n'est pas responsable de l'administration interne de ces territoires et ne peut exercer une influence sur les affaires intérieures que par la persuasion et par ses conseils. La réponse du Royaume-Uni au Questionnaire des Nations-Unies relatif à l'esclavage renferme le passage suivant : 'Dans tous les territoires coloniaux britanniques, à l'exception du Protectorat d'Aden, l'esclavage a été aboli par la loi et n'existe pas. Il est assez difficile d'abolir complètement l'esclavage dans le Protectorat d'Aden. La majorité des esclaves que l'on trouve encore jouit d'une certaine sécurité grâce aux dispositions relativement humaines de la loi musulmane, et les rudes conditions du territoire où ils vivent ne les incitent guère à abandonner leur état d'esclaves. Dans la moitié occidentale du Protectorat d'Aden, l'esclavage n'existe qu'à un degré relativement faible et, dans les Etats Quaiti et Kahirî de l'Hadramacout, la vente des esclaves est interdite et tout esclave a le droit d'obtenir son affranchissement sur sa demande. Dans les régions placées sous administration britannique, l'Agence britannique de Mukalla surveille de très près le respect effectif de ce droit.

" L'importation d'esclaves d'Afrique dans le Protectorat d'Aden semble avoir complètement disparu; ce résultat est dû en partie aux accords et traités conclus par tous les Treaty chiefs de la côte au cours des derniers cent ans, mais surtout à l'efficacité du contrôle administratif exercé par les gouvernements européens sur la côte d'Afrique. Seul un très petit nombre de ceux qui, dans le Protectorat, vivent encore dans la condition d'esclavage ont pu naître hors d'Arabie".

Union mondiale des organisations féminines catholiques :

" 1. Dans la Nigéria, le Children's and Young Persons' Act (Loi relative à l'enfance et à l'adolescence) contient des dispositions très précises pour la répression de toute activité analogue à l'esclavage, mais il est presque impossible de se procurer des preuves parce que, pratiquement, dans chaque cas, les parents consentent à 'l'esclavage' de l'enfant. Lorsque l'affaire est portée devant les tribunaux, les intéressés ne manquent pas de s'écrier : 'Mais cela est conforme aux lois et aux coutumes indigènes'.

Il est incontestable que l'esclavage existe dans la Nigeria. La loi l'interdit, mais ne parvient même pas à l'empêcher. Toutefois, il constitue, à l'heure actuelle, une pratique individuelle, et non plus une institution politique, et sa disparition sera donc fonction de l'influence qu'arriveront à exercer sur les individus la civilisation, l'éducation et la religion.

"2. Elle (la traite des esclaves) existe certainement sous forme de 'trafic' d'enfants. Voici comment les choses se passent : un trafiquant vient au village, offre à boire aux chefs, etc., et dit qu'il veut arranger des mariages. On lui amène des fillettes généralement âgées de 7 à 9 ans; il paie comptant, et les emmène. Certaines retournent dans leur famille, mais beaucoup ne reviennent plus. Pour le louage de services des garçons, on procède de la même manière; si le garçon tombe entre les mains d'employeurs sans scrupules, il mène une existence misérable, mais souvent il n'a pas affaire à de mauvaises gens; nombre de garçons regagnent leur foyer. Habituellement, les parents sont toujours consentants; c'est la misère qui les contraint à cet abandon. La pratique de la traite d'esclaves existe, sans aucun doute, en ce qui concerne les enfants; elle revêt plus particulièrement l'aspect suivant : les enfants sont enlevés pour être vendus, loin de leur foyer à des exploitants agricoles qui ont besoin de main-d'oeuvre. La loi punit sévèrement ce trafic; les infractions n'en sont pas moins fréquentes.

"3. a) Dans certaines régions de la Nigeria, les débiteurs s'acquittent de leurs obligations en remettant aux créanciers de jeunes enfants - habituellement, pour une période de plusieurs années; là aussi, tout se passe avec le consentement des parents. Il arrive également qu'un homme s'engage à régler une dette par son travail, et au bout de quelques années continue à fournir ses services sans salaire, car il est censé régler les 'intérêts' de la dette. Les enfants sont souvent soumis à la servitude en paiement d'une dette, et certains ne sont jamais repris; c'est là une pratique courante, que la loi punit aussi avec rigueur, si la preuve peut en être faite - ce qui arrive rarement, faute de témoins.

"3 c) Il est possible qu'un chef ait ce pouvoir sur les membres de son village, et là aussi il s'agit d'une pratique conforme aux 'lois et coutumes indigènes'. Cet usage existe dans les familles que l'on désigne encore sous le nom de 'familles esclaves', mais il perd du terrain en raison des progrès de la religion et de l'éducation.

"3 d) Cette pratique correspond précisément aux lois et coutumes indigènes, mais l'intéressée a la faculté de refuser - ce qu'elle fait rarement, car elle craint de se trouver isolée et délaissée par les siens. Ainsi, une fillette fiancée à l'âge de 5 ans, à l'issue des libations traditionnelles, va vivre dans la case de son mari, où elle travaille pour sa future belle-mère, jusqu'aux environs de sa quinzième année; elle ne connaît pas d'autre foyer. Elle peut, si elle le désire, refuser d'épouser son fiancé; mais il n'est guère probable qu'elle le fasse. Cette coutume est en voie d'extinction à mesure que l'éducation progresse, mais elle existe indiscutablement. Dans la plupart des cas, la jeune fille épousera le mari que son père lui aura choisi - à contre-cœur peut-être, mais elle s'inclinera, tant en raison de la force du sentiment filial, qui lui est inné, que par crainte de l'isolement et d'éventuelles représailles, en cas de refus de sa part. Dans certaines tribus, telles que celle des Ibos, la famille du mari a sur la femme des droits très étendus; on estime que c'est là un bien, parce que les femmes ibos sont combattives volontaires et opiniâtres, et cette crainte de la famille constitue pour elle un frein salutaire.

"3 e) En d'autre termes, il s'agit là de main-d'œuvre enfantine à bon marché; c'est là une pratique courante dans toutes les classes de la société nigérienne, de la plus élevée à la plus basse. Souvent l'enfant est bien traité et a la possibilité de s'instruire, mais nombreux sont les cas où il n'en est pas ainsi. Il est difficile à l'Africain de comprendre ce que cette institution a d'injuste. C'est dans cette catégorie d'enfants que se recrutent les délinquants, en particulier parmi les garçons dont le maître est méchant et qui s'enfuient, fréquentent d'autres garçons dont la situation est semblable, vivent dans des barques et des entrepôts, et finalement échouent en prison. Cette pratique est courante. Parfois, l'enfant y gagne plus qu'il n'y perd, parce que le tiers qui accepte l'enfant en paiement de services rendus ou d'argent, se montre souvent plus secourable pour lui que ses propres parents. Généralement l'enfant est chargé de faire le ménage et la cuisine, mais souvent le maître lui permet de fréquenter l'école."

55 i) RHODESIE DU SUD

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.1
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

55 ii) SOUAZILAND

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.50
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

56. ETATS-UNIS D'AMERIQUE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents E/AC.33/10/Add.55 et add.79. Cette réponse s'applique à toutes les régions, territoires compris, dont l'administration incombe exclusivement ou partiellement aux Etats-Unis. Voir également le document E/AC.33/R.14, pages 116 à 118.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV):

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 8 octobre 1953 par le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique au sujet du Questionnaire sur l'esclavage et la servitude.

" Le Gouvernement des Etats-Unis a revu à nouveau sa réponse du 13 mars 1951 au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude, et en a vérifié l'exactitude tant en ce qui concerne les faits que la législation en vigueur. Comme le signalait cette réponse, ainsi que la communication faisant suite à la demande adressée par le Secrétaire général en date du 14 mars 1952 relativement à une revision à l'époque considérée, l'esclavage n'existe plus ni aux Etats-Unis, ni dans les territoires soumis à leur juridiction. Il a été aboli en 1865 par le treizième amendement à la constitution des Etats-Unis, qui stipule que 'dans les Etats-Unis, non plus, qu'en aucun lieu soumis à leur juridiction, n'existera ni esclavage ni servitude forcée, sauf pour la punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu'. Comme l'ajoute la réponse, le Congrès des Etats-Unis a voté des lois destinées à assurer l'application pratique de cet amendement en définissant les coutumes réputées esclavage et en prescrivant des sanctions pénales contre quiconque soumet autrui à l'esclavage. Aucune législation ultérieure n'a été adoptée en cette matière et le Gouvernement des Etats-Unis n'a par conséquent pas de renseignements complémentaires à communiquer".

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées :

OIT : "Les populations aborigènes" page 452.

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales :

Société anti-esclavagiste : "Le péonage subsiste également, dans une mesure restreinte, dans certains des Etats du Sud. La Cour suprême a prononcé des condamnations pour délit de péonage en 1943, 1944, 1947, 1948 et 1949, et le New-York Times, dans son numéro du 10 septembre 1949, a rendu compte de deux cas de poursuites judiciaires engagées pour ces délits dans l'Arkansas et le Mississippi. Le Manchester Guardian du 11 septembre 1953 a signalé qu'un Federal Grand Jury (Chambre des mises en accusation) a traduit en justice sept fermiers blancs - six en Alabama et un au Mississippi - sous l'inculpation d'avoir réduit en esclavage des hommes de couleur et de les avoir maltraités. On rapporte que ces fermiers avaient réglé des amendes dont les noirs avaient été frappés et les avaient fait travailler en règlement de leurs dettes, les détenant en état de servitude forcée et d'esclavage".

57. URUGUAY

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir les documents

E/AC.33/10/Add.19 et add.87.

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement

Renseignements transmis le 22 septembre 1953 par le Ministère des affaires étrangères au sujet du Questionnaire sur l'esclavage et la servitude.

" Sur le territoire national, l'esclavage n'existe ni en fait ni en droit (article 7 de la Constitution) et au cas, peu probable, où l'esclavage serait instauré, sous une forme quelconque, directe ou indirecte, les coupables encourraient les peines édictées par les dispositions de l'article 280 du Code pénal.

" En outre, notre pays ne connaît ni l'emprisonnement pour dettes, ni aucune des formes de servitude dont le questionnaire fait mention; il n'est même pas permis d'opérer une retenue sur les traitements et salaires (sauf sur ordonnance du tribunal et dans des cas bien-déterminés) (Loi du 25 juin 1908).

" La civilisation de l'Uruguay et son genre de vie excluent, de par leur caractère, toute possibilité que les lois et coutumes de ce pays tolèrent jamais l'esclavage ou des pratiques analogues, sous quelque forme que ce soit."

b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant

c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

58. VENEZUELA

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.36

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 28 novembre 1953 par le Ministère de la Justice au sujet du questionnaire sur l'esclavage et la servitude.

EXPOSE SUR LE MODE DE VIE ET LES RAPPORTS SOCIAUX
DES ABORIGENES DU VENEZUELA

- "1. D'après le recensement national de 1950 - "Resultados Preliminares de la Investigacion Censal de la Población Indígena" (premiers résultats du recensement de la population autochtone), Caracas, 1952 - il y a 98.823 Indiens au Venezuela. Les agents de recensement ont pu joindre 42.118 d'entre eux et leurs noms figurent sur la liste du recensement. Le reste du nombre, c'est-à-dire 56.705, ne représente qu'une évaluation, cette partie de la population étant inaccessible soit parce qu'elle vit dans des régions très écartées et d'accès impossible, soit parce qu'elle se compose de tribus sauvages comme les Motilones, qui occupent la sierra Perijá.
- "2. Ces 98.823 Indiens vivent, pour la plupart, dans les régions les plus reculées du pays, surtout dans des forêts, et se répartissent ainsi : 1.650 dans l'Etat d'Anzoátegui, 10.511 dans l'Etat de l'Apure, 10.341 dans l'Etat de Bolívar, 515 dans l'Etat de Managás, 593 dans l'Etat de Sucre, 29.020 dans l'Etat de Zulia, 39.010 dans le Territoire fédéral de l'Amazone et 7.183 dans le Territoire fédéral de Delta Amacuro. Un exemplaire d'une étude portant sur cette question, intitulée : "El Indio en el Mapa de Venezuela" (Répartition géographique des Indiens au Venezuela) est joint en annexe au présent rapport^{1/}.
- "3. La population autochtone du Venezuela est hétérogène; elle se compose de groupes qui ont chacun leur langue et que l'on considère comme les plus anciens groupes ethniques du territoire. Il s'agit de groupes de la race des Aruacans, venus vers la fin de l'ère préhistorique, et de groupes de la race des Caribéens, qui furent les derniers à s'installer dans le pays. Ces groupes se différencient, de façon parfois considérable, non seulement par la race et la langue, mais encore par la forme de civilisation et les caractéristiques économiques et sociales. Les Indiens du Venezuela en général ont néanmoins ceci de commun que la grosse majorité d'entre eux vivent dans les forêts.

^{1/} Ce document n'est pas reproduit ici, eu égard à la Résolution 593 (VI) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la réduction de la documentation; il pourra néanmoins être consulté au Secrétariat.

"4. Du point de vue de leurs rapports avec la population civilisée, les autochtones du Venezuela entrent dans les catégories suivantes : a) tribus complètement isolées, sans aucun contact avec la civilisation; b) tribus qui n'ont avec la civilisation que des contacts peu nombreux ou superficiels, et c) tribus qui entretiennent des relations régulières avec la population civilisée. Cette dernière catégorie se subdivise à son tour en deux groupes : 1) ceux qui ont l'avantage de se trouver à proximité des centres missionnaires créés au Venezuela et 2) ceux que les missions n'ont pas encore pu toucher.

"5. En ce qui concerne leur forme de civilisation, certains des Indiens du Venezuela sont des nomades, qui vivent de la pêche, de la cueillette et de la chasse; c'est le cas des Yaruro-Chiricoas des plaines de l'Apure et les Guaika-Guajaribos du Territoire fédéral de l'Amazone ; d'autres sont des pâtres, qui ne sont nomades qu'une partie de l'année, pendant la saison sèche, comme les Guajiros de la péninsule de Guajira; restent enfin les autres groupes, qui assurent tous leur subsistance en pratiquant une forme d'agriculture rudimentaire, complétée par la chasse et la pêche.

"6. Ce sont les Indiens en contact avec la civilisation qui ont besoin de la protection des autorités; elle leur est assurée directement par les missions. Il existe à cette fin, une législation du travail applicable aux régions où il y a des Indiens employés dans les sociétés minières, dans l'industrie du bois, dans les entreprises d'élevage, dans les exploitations agricoles et forestières, etc., ou à celles où les Indiens ont des rapports commerciaux avec la population non indienne. Des inspecteurs du travail procèdent à des enquêtes dans ces régions pour faire respecter les droits des Indiens; l'administration nomme des agents qui sont chargés de déceler et d'empêcher le trafic illicite de l'alcool; il existe des services médicaux, itinérants et fluviaux, qui dispensent des soins réguliers aux populations partout où ils le peuvent.

"7. D'autre part, le décret n° 250 du 27 juillet 1951 assure la protection des Indiens dans leurs régions d'origine en réglementant tous les voyages vers ces régions; on exige des voyageurs éventuels qu'ils fassent à l'avance une demande de permis au Ministère de la Justice, en spécifiant le nom, l'état civil, la nationalité, la profession de chacun des voyageurs et autres détails de ce genre, et en indiquant la durée et l'objet du voyage et les localités ou la région où les voyageurs se proposent de se rendre. Seuls les voyageurs en mission officielle sont exemptés de ces formalités.

"8. Dans le chapitre VI de la nouvelle loi sur le régime pénal, en date du 31 octobre 1953, on trouve cinq articles (les articles 56 à 60) relatifs aux "prisonniers autochtones"; ils prévoient des conditions ou un traitement spécial pour les prisonniers autochtones, en raison de leur forme de civilisation et autres particularités. Avec les réserves indiquées, ni la Constitution, ni les autres lois ne renferment de mesures discriminatoires séparant les habitants autochtones du reste de la population du Venezuela.

"9. C'est le Cabinet du Ministre de la Justice (Dirección de Gabinete) qui est chargé des affaires indigènes; il est conseillé par la Commission des affaires indigènes (Comisión Indigenista) qui est un organe technique et consultatif. Le Gouvernement national s'est engagé dans l'exécution d'un programme d'ensemble accompagné de programmes régionaux visant à résoudre les problèmes qui se posent aux autochtones, à les civiliser progressivement et à les intégrer peu à peu à la vie du pays. Les missions religieuses prennent part elles aussi à l'oeuvre de l'administration. Le Gouvernement a conclu des accords avec elles pour leur confier des travaux qui leur conviennent dans certaines régions du pays. Un exemplaire de l'article 'La Política Indigenista en Venezuela' (La politique suivie au Venezuela à l'égard des autochtones) paru dans la 'Revista de Justicia' n° 2, de juillet-août-septembre 1952 est joint en annexe au présent rapport^{1/}. Cet article passe en revue le plan d'action que les différents ministères mettent actuellement à exécution avec le concours des gouvernements des Etats et des Territoires fédéraux où il y a des autochtones".

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant.

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales : néant

^{1/} Ce document n'est pas reproduit ici, eu égard à la résolution 593 (VI) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la réduction de la documentation; il pourra néanmoins être consulté au Secrétariat

59. YEMEN

A. Documentation communiquée antérieurement : Il n'existe pas de réponse antérieure du Gouvernement. Voir le document de la Société des Nations C.159.M.113 de 1935, III, page 13, paragraphe 34

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales :

Société anti-esclavagiste : "Yémen : Les renseignements sur l'existence de l'esclavage au Yémen sont contradictoires. Lorsque l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a étudié la question de l'esclavage en octobre 1948, le représentant du Yémen a pris la parole pour déclarer que l'esclavage n'existait pas dans son pays. En 1930, le quotidien français Le Matin, a publié un reportage sur l'esclavage en Arabie et en Abyssinie, écrit par un groupe de journalistes, dont Joseph Kessel, qui s'étaient rendus sur place pour étudier la question. Les auteurs du reportage disent qu'ils n'ont pas vu d'esclaves au Yémen, mais que, lorsqu'ils ont longé la côte du Yémen en bateau, ils ont appris par des pêcheurs établis dans les petites criques, que des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants étaient débarqués de temps en temps et envoyés immédiatement dans le Hedjaz (l'actuelle Arabie saoudite).

"Au cours de sa conférence de 1933 déjà citée, M. Eldon Rutter a rappelé que l'Iman avait déclaré nettement qu'il ne pouvait rien faire pour abolir l'esclavage dans le Yémen en tant que système établi", ce qui voulait donc dire que l'esclavage s'y pratiquait.

"Dans un article intitulé 'L'esclavage en Arabie', paru dans la revue The Moslem World (Le monde musulman) d'avril 1934, G. E. de Jong écrit : 'Peu de gens savent qu'en Arabie, à La Mecque et au Yémen, il existe des groupes d'esclaves, hommes et femmes, que l'on élève comme du bétail pour que leur progéniture aille grossir les marchés aux esclaves'. Et il cite le second volume de l'ouvrage d'Eldon Rutter 'The Holy Cities of Arabia' (les villes saintes de l'Arabie) à l'appui de sa déclaration.

"En octobre 1947, l'organisme new-yorkais "Nations Associates" a transmis à l'Organisation des Nations Unies un mémoire où l'on peut lire (page 45) : 'Au Yémen, l'esclavage est florissant, tout comme en Arabie saoudite'.

Au Comité spécial de l'esclavage des Nations Unies, un témoin qui avait travaillé pour une organisation chargée de rapatrier les juifs du Yémen en Palestine avait déjà déclaré en 1950 que l'esclavage existait au Yémen".

60. YUGOSLAVIE

A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add. 38 et 90

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 28 octobre 1953 par le représentant permanent de la République fédérative populaire de Yougoslavie, en réponse au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude :

"Le Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie a déjà fait connaître ses vues sur la question dans sa réponse au Questionnaire, communiquée antérieurement, et n'a pas, pour le moment, d'autres observations ou commentaires à présenter".

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales : néant

II. ETATS NON MEMBRES

61. ALBANIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Il n'existe pas de réponse antérieure du Gouvernement albanais
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant.

62. AUTRICHE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.29.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

- a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements communiqués le 11 décembre 1953 par l'Observateur permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies en réponse au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude.

"L'Observateur permanent de l'Autriche...a l'honneur de se référer aux deux communications de l'ancien fonctionnaire autrichien chargé de la liaison avec les Nations Unies, No 1233, du 29 septembre 1950 et No 1901, du 29 mars 1952, qui renferment tous les renseignements pertinents que le Gouvernement autrichien est en mesure de donner sur la question de l'esclavage".

- b) Documentation communiquée par les institutions spécialisées : néant
- c) Documentation communiquée par les organisations non gouvernementales : néant.

63. ANDORRE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Il n'existe pas de réponse antérieure du Gouvernement d'Andorre.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

64. BULGARIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.24.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

65. CAMBODGE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.88.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement Royal du Cambodge a transmis au Secrétaire général en date du 13 novembre 1953 les informations suivantes relatives au Questionnaire concernant l'esclavage et la servitude.

"La législation du Royaume prohibe tant l'institution de l'esclavage que les diverses formes de servage énumérées dans le Questionnaire annexé à la note précitée. A cet égard, l'article 1165 du Code civil cambodgien dispose : 'le débiteur ne peut louer que son travail personnel'. Le principe de cette interdiction serait absolu, s'il n'y était apporté une dérogation par le Krâm n° 123-NS du 21 mars 1944, qui prévoit pour le père de famille, la possibilité de louer le travail de ses épouses de premier et deuxième rang et de ceux de ses enfants qui ont atteint l'âge de 18 ans. Il convient de préciser que ledit Krâm, né de la gêne économique du temps de guerre, est tombé en désuétude dès que les conditions de vie se sont retrouvées normales. Au reste, ladite variété de travail pour amortissement de dette ne paraît pas, à proprement parler, contraire aux termes de la résolution, qui tend surtout à stigmatiser la pratique de l'asservissement pour dette, lorsque les services rendus n'entrent pas en compte pour l'extinction de la créance ou lorsque la nature et la durée des services ne sont pas déterminées".

- b) Documentation communiquée par les institutions spécialisées : néant.
- c) Documentation communiquée par les organisations non gouvernementales :
néant.

66. CEYLAN

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir E/AC.33/10/Add.11 ^{1/}, E/AC.33/R.14, pages 102 et 103, E/AC.33/R.11, page 44.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

67. FINLANDE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add. 10 et 78.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

"Le Ministre des affaires étrangères de Finlande ... a l'honneur d'informer le Secrétaire général que les autorités finlandaises compétentes ayant fait un nouvel examen approfondi de la question, les renseignements déjà communiqués sont complets en ce qui concerne la Finlande où l'esclavage et la servitude sont totalement inconnus.
 - b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant.
 - c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales : néant.

68. REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.20
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements communiqués, le 25 août 1953, par l'observateur permanent adjoint de la République fédérale d'Allemagne au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Le Ministère des affaires étrangères a étudié la question et a constaté que la République fédérale d'Allemagne avait répondu le 18 août 1950 au Questionnaire du 13 mars 1950. De l'avis du Ministère, cette réponse couvre tous les points sur lesquels porte la résolution 475 que le Conseil économique

^{1/} Le 25 septembre 1953, le Ministre des affaires étrangères de Ceylan a transmis au Secrétaire général une nouvelle réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude. La nouvelle réponse était identique à la précédente, sauf pour la question 4 qui, selon la nouvelle réponse, "ne se pose pas".

et social a adoptée le 27 avril 1953. Le Ministère des affaires étrangères s'est assuré que, depuis cette date, la situation n'a pas changé à cet égard. En conséquence, il ne lui semble pas nécessaire de communiquer des renseignements complémentaires".

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales :

Union mondiale des organisations féminines catholiques : On cite quelques exemples sur les transports de femmes et mouvements des convois.

69. ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.34

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

70. HONGRIE

A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.10

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

71. IRLANDE

A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.47

B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis le 2 décembre 1953 par le Ministre des affaires étrangères au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"Le Ministre des affaires étrangères ... a l'honneur de déclarer, en réponse au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude, qu'il n'a pas d'autres renseignements à fournir que ceux qu'il a communiqués à l'Organisation des Nations Unies le 7 décembre 1950 et qui ont été publiés dans le document E/AC.33/10/Add.47".

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales : néant.

72. ITALIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add. 17 et 86.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

73. JAPON

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.40^{1/} et Add.99^{2/}
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Renseignements transmis, le 19 janvier 1954, par le Ministre des affaires étrangères du Japon au sujet du Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude.

"A la suite de la demande du Secrétaire général, le Gouvernement japonais a examiné les renseignements complémentaires relatifs à l'esclavage et à la servitude qu'il avait communiqués, dans sa réponse du 16 avril 1953, et a jugé utile de communiquer de nouveaux renseignements à ce sujet.

"Le Ministre des affaires étrangères du Japon serait donc reconnaissant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de bien vouloir compléter et reviser comme suit les renseignements figurant dans ladite réponse :

"1. Parmi les "mesures de protection en vigueur" mentionnées dans les renseignements complémentaires fournis en réponse à la question 4, "le mémoire du Quartier général du SCAP, adressé le 21 janvier 1946 au Gouvernement japonais et ordonnant l'abolition de la prostitution réglementée" a cessé d'être appliqué le 28 avril 1952, lorsque le traité de paix avec le Japon est entré en vigueur. Toutefois, l'Ordonnance impériale n° 9, en date du 15 janvier 1947, publiée conformément audit

-
- 1/ La première réponse pour le Japon a été communiquée par le Quartier général du Commandant suprême des Puissances alliées.
 - 2/ La deuxième réponse pour le Japon a été communiquée par le Ministre des affaires étrangères du Japon.

memorandum, 'ordonnance prévoyant des sanctions pour quiconque oblige une femme à se livrer à la prostitution', reste en vigueur en vertu de l'article premier de la Loi n° 137 du 7 mai 1953, 'loi concernant les dispositions prévues dans des ordonnances promulguées par le Ministère de la Justice compte tenu des décrets pris à la suite de l'acceptation de la déclaration de Potsdam'.

"2. Le nombre des bureaux publics de la sécurité de l'emploi cité au point c) du paragraphe 1, qui dépendent du Service de la sécurité de l'emploi dont il est question sous la rubrique 'Mesures administratives', question 4, a atteint 420 en août 1953 et celui des fonctionnaires qui y sont employés, 14.810 au mois de juillet de la même année.

"3. Modifications à apporter aux renseignements complémentaires fournis en réponse à la question 5 : le nombre des loueurs de main-d'oeuvre que le Service de la sécurité de l'emploi a poursuivis pour infractions et le nombre de travailleurs qu'il a libérés de l'emprise de ces loueurs de main-d'oeuvre sont passés respectivement à 49.159 et 979.708 en mars 1953.

L'autorisation qu'un syndicat a obtenue en vue d'établir des plans de fourniture de main-d'oeuvre doit être renouvelée tous les deux ans et 59 autorisations de ce genre avaient été délivrées en juin 1953.

"4. Le Ministre des affaires étrangères du Japon propose que les renseignements suivants soient ajoutés à la réponse à la question 5.

A la suite de la décision concernant 'les mesures contre la pratique dite traite des personnes' que la Conférence des Secrétares d'Etat a adoptée le 14 février 1952, les autorités de police ont relevé, au cours de la même année, les cas suivants d'infractions aux lois relatives à la traite des personnes.

<u>Lois violées</u>	<u>Nombre de personnes poursuivies</u>
Loi sur la protection de l'enfance	2.495
Loi sur la sécurité de l'emploi	2.582
Loi sur les conditions de travail	494
Code pénal	406
Ordonnance du gouvernement impérial prévoyant des sanctions pour quiconque oblige une femme à se livrer à la prostitution	750
Total	6.727

En conséquence, 13.436 victimes ont été libérées.

"Observations : Aux termes de la décision ci-dessus, l'expression 'pratique dite traite des personnes' désigne 'tout accord ou acte d'intermédiaire tendant à fournir à des enfants de l'argent, des biens, etc., en échange de services qui risquent de porter atteinte à leur liberté physique ou à leur bien-être'. Sont visés notamment: les actes d'intermédiaires tendant à fournir un emploi à une personne dans l'intention de l'induire à exercer une activité qui porte atteinte à la santé ou à la moralité publique; le fait de contraindre des enfants à la débauche; le fait d'imposer des 'brimades à des femmes pour qu'elles se livrent à la prostitution; tout acte d'un intermédiaire tendant à fournir une occupation ou un emploi par des moyens malhonnêtes; l'imposition d'un travail par la violence, les menaces ou la séquestration; l'enlèvement ou le détournement de mineurs, etc. ".

b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant

c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales :

Société anti-esclavagiste : "Le 24 août 1953, le Manchester Guardian a publié un article de Hessel Tiltman selon lequel le Ministère du travail du Japon aurait publié un rapport indiquant qu'entre juillet 1951 et juin 1952, en contravention de la loi, 1.500 garçons et filles avaient été vendus par leurs parents pour des sommes d'argent et par l'entremise de trafiquants et que cette traite avait pour cause la pauvreté des familles paysannes japonaises".

Fédération abolitionniste internationale : "Il semble notamment que la mise en esclavage des filles principalement aux fins de prostitution, se pratique encore au Japon".

74. REPUBLIQUE DE COREE

- A. Documentation communiquée antérieurement : pas de réponse antérieure du Gouvernement
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

75. LIECHTENSTEIN

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.14
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

76. LAOS

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.73
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

77. LIBYE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.83
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

78. MONACO

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir E/AC.33/10/Add.4
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) :

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

Le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco a transmis au Secrétaire général en date du 25 juillet 1953 les renseignements suivants relatifs au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude :

"Me référant à votre communication du 13 juillet 1953, j'ai l'honneur de vous confirmer les termes de mes lettres en date des 15 mai 1950 et 27 mars 1952 relatives au même objet : la réponse du Gouvernement princier au Questionnaire relatif à l'esclavage et à la servitude est négative sur tous les points, l'esclavage n'étant pas connu à Monaco".

- b) Renseignements fournis par les institutions spécialisées : néant
- c) Renseignements fournis par les organisations non gouvernementales : néant

79. SULTANAT DE MUSCAT ET D'OMAN

- A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse antérieure du Gouvernement : voir le document de la Société des Nations C.189 (1). M.145.1936. VI, page 73.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

80. NEPAL

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir document E/AC.33/10/Add.9 et 80, et E/AC.33/R.11, page 17.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

81. PORTUGAL

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.71
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

82. ETATS DU GOLFE PERSIQUE ^{1/}

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.98
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)
 - a) Réponse complémentaire du Gouvernement : néant
 - b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
 - c) Documentation fournie par des organisations non gouvernementales :
Société anti-esclavagiste : "Si les renseignements de source officielle sont encourageants, on doit dire que deux auteurs non officiels, mais de grande autorité, se sont montrés moins sûrs que l'esclavage ait disparu

^{1/} La réponse des Etats du golfe persique a été communiquée par le Gouvernement du Royaume-Uni.

du Protectorat d'Aden. L'un d'eux, Bertram Thomas, qui a été Premier Ministre du Sultan de Mascate, a écrit dans son livre "The Arabs", publié en 1937 : 'A l'intérieur de l'Arabie elle-même, l'esclavage prospère avec le plein appui de l'opinion publique, et toute autorité extérieure qui intervient est odieuse aux yeux de la population. C'est une institution bien établie et respectable de temps immémorial'... 'La plupart des souverains arabes éclairés estiment personnellement, sans aucun doute, qu'il serait bon que l'esclavage disparaisse mais ils n'osent affronter certains sujets influents qui sont partisans de l'esclavage et possèdent des esclaves. Faute de mesures coercitives, que personne ne prendra vraisemblablement, seul un changement d'opinion - une nouvelle attitude d'esprit du public en général - assurera l'abolition permanente de l'esclavage.' L'autre auteur est le docteur Paul Harrison, un médecin missionnaire américain qui a travaillé dans l'Oman, le Bahrein et le Koweït de 1910 à 1949. Il écrivait, dans le numéro de juillet 1934 de "The Moslem World" : 'L'Oman est un nid d'esclavage, bien qu'assurément il n'en soit pas ainsi à Mascate, placé sous l'administration britannique'; il écrivait en 1950 : 'Il y a vingt ans, la situation était très mauvaise à Dubai et à Sur. On y trouvait des centaines et même des milliers d'esclaves. Ils étaient employés comme plongeurs pour la pêche des perles et étaient très mal traités. Aujourd'hui, la situation a changé. Mascate et la Bottina - la côte de l'Oman à l'est de cette ville - est une région où il n'y a pas beaucoup d'esclaves. Les vieilles plantations ont perdu leur ancienne prospérité, le prix des dattes étant tombé très bas, et aucun trafic illicite d'armes ne vient apporter une prospérité artificielle. Les principautés de Bahrein et de Koweït n'ont jamais eu beaucoup d'esclaves'... 'Un commerce d'esclaves s'est développé au cours de ces dernières années; ces esclaves ne viennent pas de l'Afrique mais de la côte du Mekran, c'est-à-dire du Baloutchistan, petite région située entre l'Inde et la Perse. Chacune des diverses tribus de cette région vend les enfants des autres tribus à des marchands arabes (et je crois aussi persans) qui les emmènent à Katar où ils les livrent à des marchands de Katar. Ce sont pour la plupart, mais non exclusivement, des enfants. Ils ne sont pas nombreux, on les compte par douzaines plutôt que par centaines. Mais il y a un courant continu de ces esclaves, qui sont vendus en Arabie centrale'. Si le roi Ibn Saoud

abolissait l'esclavage en Arabie saoudite, l'esclavage disparaîtrait de toute l'Arabie.

Un voyageur qui est récemment revenu d'Arabie a déclaré à la Société anti-esclavagiste qu'il avait séjourné dans l'île de Masira au large de la côte méridionale de l'Arabie, et qu'il y avait vu beaucoup d'esclaves, mais que ceux-ci paraissaient être heureux et satisfaits de leur sort."

83. ROUMANIE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse antérieure du Gouvernement.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

84. SAN-MARINO

- A. Documentation communiquée antérieurement : Pas de réponse antérieure du Gouvernement.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

85. ESPAGNE

- A. Documentation communiquée antérieurement : Le Questionnaire n'a pas été envoyé au Gouvernement de l'Espagne (voir la résolution 276 (X) du Conseil économique et social). Voir les documents de la Société des Nations C.138.M.173.1937.VI, page 51 et C.189.(1).M.145.1936.VI, page 14.
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

86. SOUDAN ^{1/}

- A. Documentation communiquée antérieurement : Voir le document E/AC.33/10/Add.96
- B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

^{1/} La réponse du Soudan a été communiquée par le Gouvernement du Royaume-Uni.

87. SUISSE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.23.
B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV)

a) Réponse complémentaire du Gouvernement :

L'Observateur permanent de la Suisse a transmis en date du 30 juillet 1953 au Secrétariat des informations suivantes relatives au Questionnaire sur l'esclavage et la servitude.

"L'Observateur permanent de la Suisse ... a l'honneur de faire savoir au Secrétariat qu'aux termes d'une communication du Département politique fédéral, ce dernier ne peut que confirmer les renseignements qui furent fournis au Secrétariat par la note du 2 avril 1952 de l'Observateur suisse.

La réponse de la Suisse au Questionnaire dont il s'agit est négative pour les points 1, 2 et 3, ce qui enlève toute raison d'être à une réponse aux points 4 et 5."

- b) Documentation fournie par les institutions spécialisées : néant
c) Documentation fournie par les organisations non gouvernementales : néant

88. TRIESTE

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir les documents E/AC.33/10/Add.15 pour la zone britannique et américaine, et E/AC.33/10/Add.46 pour la zone yougoslave.
B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant

89. VIETNAM

- A. Documentation communiquée antérieurement : voir le document E/AC.33/10/Add.94
B. Documentation rassemblée en exécution de la résolution 475 (XV) : néant
-